

CAI RT

75F56

[Canada]

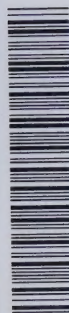
Government
Publications



Canadian Radio-Television
Commission

Conseil de la Radio-Télévision
Canadienne


[General publications]
[6-16]



3 1761 11709165 2



FM RADIO IN CANADA - A POLICY TO ENSURE A VARIED AND COMPREHENSIVE RADIO SERVICE.



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117091652>

CAI RT
-75F56

FM Radio in Canada

A Policy to Ensure a Varied and Comprehensive Radio Service

Table of Contents

PART I INTRODUCTION AND SUMMARY

1.	What This Document is About	1
2.	Background	2
3.	The Development of Canadian Radio Broadcasting	3
4.	Concerns About Radio	4
	. Excellence in Radio	5
5.	Summary of Measures Adopted by the Commission	7

PART II ENSURING THAT FM SERVICE IS DISTINCT FROM AM SERVICE

1.	Introduction	10
2.	Distinctiveness of FM Programming - "Foreground" Programming - Content Categories	12
	. Program Format - Program Content	12
	. Classification of Program Format	13
	. Examples of "Foreground Format"	14
3.	Measures Relating to Common Ownership of AM and FM Stations	15
	. Prohibition of Simulcasting	16
	. Creation of Separate Classes of Licence for Independent and Jointly Owned FM Stations	16
	. Separate Call Letters	16
4.	Syndication of FM Programming	17
5.	Restriction on Commercial Interruptions in FM Newscasts	18
6.	Reduction of Maximum Commercial Time on FM Radio	18
7.	Measures Relating to the Technical Reception of FM Stations	19
	. Stereophonic Broadcasting	19
	. Quadrophonic Broadcasting	19
	. AM-FM Set Capability	19

Le Conseil reconnaît que les difficultés qu'entraîne la préparation d'une demande augmenteront proportionnellement au nombre de stations MF desservant un même marché. Toutefois, le Conseil ne tiendra pas ces difficultés pour une excuse valable, si le détenteur ne dépose pas le demandes appropriées, conformément à l'échéancier de l'exécution de la politique MF.

PART III THE PROMISE OF PERFORMANCE

1.	Introduction	20
.	New FM Application Form	21
.	Conditions of Licence Relating to the Promise of Performance	22
.	Publicizing the Promise of Performance	23
.	Provision of Program Logs and Tapes	24
2.	Completing the Promise of Performance	26
.	Section A: Language of Broadcast Programming	26
.	Section B: Network or Other Affiliation	26
.	Section C: Duration of Programming in Each Content Category	26
.	Section D: General Policy and Plans - Spoken Word	26
.	Section E: General Policy and Plans - Music	29
.	Section F: General Policy and Plans - Promotion and Advertising	30
.	Section G: Canadian Content	31
.	Section H: Automation	31
.	Section I: Format of Programming	32
.	Section J: Scheduling of Programming	32
3.	Other Important Issues Relating to FM Radio	32
.	Carrying CBC Programs on Private FM Stations	32
.	Correcting Imbalances in Radio Service in Centres such as Montreal, Vancouver and Toronto	33
.	Community and Other Non-Commercial FM stations	33
.	First Local Radio Service on FM	33
4.	Implementation of the FM Policy	34
.	Public Hearing Commencing March 11, 1975 to Discuss Regulations	34
.	Phase One - Interim Licensing Period - Requirement to Revise Programming Plans	36
.	Phase Two - Final Implementation Stage	37

January 20, 1975.

L'objectif des audiences étant de permettre au public d'examiner les demandes, en tenant compte des besoins de chaque communauté, il s'ensuit qu'une participation maximale de la part du public aux audiences est nécessaire afin que le Conseil soit complètement renseigné sur les besoins de chaque communauté.

Le Conseil n'a pas l'intention d'autoriser la saturation d'un marché par un type de programmation MF aux dépens d'autres types qui pourraient desservir un auditoire plus restreint et par conséquent, apparaître moins rentables. Si, au cours de la première étape, deux demandes de renouvellement ou d'avantage proposent des programmations équivalentes ou semblables la meilleure, mais exigera que le ou les autres requérants revisent leur promesse de réalisation avant de faire une nouvelle demande au cours de la deuxième étape.

Les licences accordées durant la première étape porteront toutes la même date d'expiration, c'est-à-dire le 31 mars 1978, afin que les engagements et réalisations de toutes les stations MF dans chaque marché puissent être évalués à nouveau lors de l'audience de la deuxième étape. Au cours de cette seconde étape, le Conseil suivra étroitement la progression des projets dans toutes les régions.

Deuxième étape - Stade final de la mise en application. Le stade final de la mise en application de la présente politique aura lieu au cours de la deuxième étape, dont la durée est de deux ans, du 1er avril 1978 au 31 mars 1980.

Comme dans le cas de la première étape, le Conseil émettra un avis d'audience publique en vue de recevoir les demandes d'obtention ou de renouvellement de licence, précisant des dates d'audience pour chaque région. La procédure sera semblable à celle adoptée au cours de la première étape, sauf que le Conseil considérera toutes les demandes en vue d'exploiter les canaux MF encore disponibles. On prévoit que ces audiences débiteront à l'automne 1977.

La deuxième étape sera le stade d'ajustement final et le Conseil ne prévoit pas de renouvellement de licence après le 31 mars 1980 pour les stations n'ayant pas entièrement mis en application, à ce moment-là, le Règlement et la politique MF. A partir de cette date, le Conseil accordera des licences d'une durée normale, conformément à sa méthode d'analyse périodique des services sur une base régionale.

Dans le cas de la plupart des stations ayant obtenu des licences au début de la deuxième étape, les schémas généraux de programmation auront été établis au cours de la première étape et de légères révisions seulement seront nécessaires au cours de l'étape suivante, afin de rendre à terme la mise en application des directives relatives à la politique MF. Dans les cas de Montréal, Ottawa, Toronto et Vancouver, les révisions de programmation durant la deuxième étape pourront s'avérer plus importantes que celles effectuées dans les centres populaires, compte tenu du plus grand nombre de stations MF et de la structure sociale plus complexe de ces communautés. Toutefois, même dans le cas de ces centres, le Conseil s'attend à ce que les projets ou schémas généraux de programmation aient été établis durant la première étape.

PART I INTRODUCTION AND SUMMARY

1. What This Document is About

This document sets out the Commission's objectives and requirements for the development of FM radio in Canada. It does so in the broader context of a general discussion of sound broadcasting because the Commission considers that there must be a balanced development of all sound broadcasting in order to permit each element of it to make a distinctive contribution to the fulfilment of the objectives of the Broadcasting Act. In this connection, the Commission reiterates the statement made on this subject in its "Proposal for an FM Radio Policy in the Private Sector", dated April 19, 1973:

Each kind of broadcasting has its own unique characteristics and possibilities. Whether it be public or private television, or public or private AM or FM radio, or local origination on cable television systems, the fundamental problem remains the same: how does each kind of broadcasting suitably and distinctively contribute to the fulfilment of the Broadcasting Act's objective of providing diverse programming using predominantly Canadian resources?

Whenever new licensees have entered the broadcasting field, or when established licensees have encroached on the service provided by other licensees, the Commission has referred to the principle, flowing from the objectives of the Canadian broadcasting system set out in the Broadcasting Act, that broadcasters should complement and extend available programming, and avoid unnecessary duplication of service.

The Commission applied this principle in licensing second and third Canadian television services, in licensing student undertakings, and in encouraging local origination on cable systems. It used the same principle in deferring approval of CBC Radio I and II plans, basing its decision in part on the inherent risk that public radio might become merely an imitator of the style of radio in the private sector. This same principle is, in the opinion of the Commission, of paramount importance in evaluating proposals for ensuring that AM and FM radio serve different programming needs within the Canadian broadcasting system.

que la promesse de réalisation et les conditions de licence qui s'y rattachent, et exigeant que ces documents soient accessibles au public pour fins de consultation, aux bureaux de la station, durant les heures d'affaires.

11. La modification apportée à l'article 4 du Règlement sur la radiodiffusion MF exigeant que les stations MF gardent un enregistrement de tout le matériel diffusé pendant une période d'au moins quatre semaines.

Première étape - Licence intermédiaire - Exigences au sujet de la révision des promesses de réalisation en matière de programmation. A la suite de l'audience publique de mars 1975 et de la publication des modifications au Règlement MF ainsi que du nouveau formulaire de demande de licence MF, le Conseil se propose de mettre en application, en deux étapes, les politiques établies dans le présent document.

La première étape, d'une durée de trois ans, s'étendra du 1er avril 1975 au 31 mars 1978. Le Conseil émettra un avis d'audience publique afin de recevoir des demandes d'obtention et / ou de renouvellement de licences MF. Il précisera la date de l'audience pour chaque région. Il indiquera également les dates d'échéance pour les demandes, les canaux MF disponibles aux nouvelles demandes et une liste des stations dont les licences expirent le 31 mars 1976, le 31 mars 1977 et le 31 mars 1978.

Les titulaires dont les licences expirent en 1978 peuvent demander l'autorisation de modifier leur programmation, conformément au Règlement et à la politique MF, en vue de protéger leur programmation durant la première étape. Toutes les licences MF qui expirent au plus tard le 31 mars 1975 font maintenant l'objet d'un renouvellement par le Conseil jusqu'au 31 mars 1976, afin que tous les titulaires de licences soient en mesure de se préparer dans le même contexte, pour les audiences de la première étape.

Au cours des audiences de la première étape, que l'on prévoit tenir au cours de l'automne 1975, le Conseil examinera les demandes de nouvelles stations MF en même temps que les demandes de modifications et de renouvellements.

Cette procédure a pour but de permettre au Conseil d'examiner, lors des audiences régionales, toutes les propositions concernant le service MF dans la région en question, et d'évaluer toutes ces demandes par rapport au service particulier que chaque requérant se propose d'offrir au marché qu'il dessert ou désire desservir.

Lorsqu'il étudiera les demandes d'exploitation de nouvelles stations, au cours des audiences de la première étape, le Conseil n'accordera pas, à moins d'être persuadé de l'existence de circonstances particulières, plus d'une nouvelle licence MF par marché.

Le Conseil s'attend également à ce que la Société Radio-Canada présente des demandes, au cours des audiences de la première étape, conformément à ses projets ayant trait au service national. De plus, la Société pourra présenter la liste des communautés qu'elle se propose de desservir, y compris la liste des canaux MF qu'elle prévoit utiliser et le moment où elle compte présenter des demandes appropriées.

2. Background

The Commission has been concerned to establish an appropriate FM policy since its creation on April 1, 1968.

On May 28, 1968, in one of its first announcements, the Commission denied applications for four new FM stations, stating that the "applicants did not undertake to provide significantly new or different programming opportunities to the communities concerned. FM channels are public assets, and the Commission is determined that they be developed in such a way as to contribute to a more varied program service which will complement and enrich services already available from existing stations". The Commission also stated that "a study of FM broadcasting will be undertaken to ensure its orderly development".

The Commission has held two public hearings and has received hundreds of briefs and letters. In order to put this document in perspective, a summary is set out below of some of the major actions relating to FM policy taken by the Commission to date.

On June 10 to 13, 1969, the Commission held a public hearing in Montreal, inviting members of the general public, broadcasters and other interested parties to comment on the role of FM broadcasting in Canada. Concerns raised by the Commission at the hearing included: the growth and development of the FM band from a technical viewpoint, new licensing policies for FM and program content on FM in light of the objectives for the Canadian broadcasting system set out in the Broadcasting Act.

On April 19, 1973, the Commission released "A Proposal for an FM Radio Policy in the Private Sector", a document setting out the Commission's proposed policies regarding the licensing and regulation of private FM radio in Canada. In June, this document was supplemented with a proposed new set of content categories to be applicable to AM and FM radio programming.

On October 29 to 31, 1973, the Commission held a public hearing in Ottawa to consider representations on its "Proposal for an FM Radio Policy in the Private Sector" and its suggested new program content categories. At this hearing, representatives of the general public, FM broadcasters and other persons interested in the development of FM presented briefs and were questioned by the Commission.

Over the past three years, although the Commission has purposely not licensed any new commercial FM stations pending the development of its FM policy, it has considered and approved a number of applications for non-commercial "community FM" stations. Applications for FM stations were approved by the Commission for Kitchener in 1973, and Vancouver, Montreal and Chicoutimi in 1974. An application for a "student FM" station for Quebec City was approved in 1972. A similar application for Winnipeg was the subject of the Commission's public announcement of July 19, 1974.

The present document, together with the proposed amendments to the FM Regulations and the draft FM application form issued with it, set out the Commission's final determination, following the steps noted above, of its basic licensing and regulatory policies relating to FM in the private sector.

Conseil s'attend à ce que ceux qui comparaitront à l'audience du mois de mars s'en tiennent aux questions mentionnées plus haut, de préférence à celles abordées dans le projet de politique relative à la radio MF du 19 avril 1973 - questions qui ont déjà fait l'objet d'une audience publique du Conseil en octobre de la même année.

Le Conseil invite les radiodiffuseurs et les membres du public à apporter, lors de l'audience de mars 1975, leurs commentaires sur les points suivants:

1. La suppression de l'exigence relative à la catégorie "Arts, lettres et sciences" de l'article 12 du Règlement MF, et son remplacement par une exigence concernant la diffusion d'émissions du type "forme-premier plan" telle que définie dans le dit article 12, et prévoyant un quota de 16% pour les détenteurs de "licences MF indépendantes" et de 25% pour les détenteurs de "licences MF combinées".
2. Le remplacement de l'annexe A du Règlement sur la radiodiffusion (MA et MF) par un nouvel ensemble détaillé de catégories de teneur.
3. La modification proposée du Règlement MF relativement à la transmission simultanée, interdit toute transmission simultanée sauf dans le cas d'une condition spécifique prévue dans la licence.
4. La nouvelle exigence proposée voulant que les titulaires de "licences de MF combinées" diffusent chaque jour une déclaration soulignant leur lien avec la station MA locale associée.
5. Le nouveau règlement proposé interdisant la signature ou le renouvellement de contrats avec des entreprises extérieures, relativement à l'obtention de musique pré-enregistrée de type "formule-phonographe" ou "formule-continue".
6. Le nouvel article 7.1 que l'on se propose d'ajouter au Règlement MF, interdisant l'interruption, par des messages commerciaux ou des annonces d'intérêt public, les dix premières minutes de toute émission de nouvelles.
7. La modification projetée à l'article 7 du Règlement sur la radiodiffusion MF fixant des limites maximales à la radiodiffusion de messages commerciaux au cours de toute heure d'horloge, ainsi que durant les trois "périodes de six heures" de la journée de diffusion, avec des exigences plus rigoureuses pour les détenteurs de "licences MF combinées" que pour les détenteurs de "licences MF indépendantes".
8. La formulation adéquate des engagements précis qui sont exigés du requérant en vertu de chacune des dix sections de la promesse de réalisation.
9. La formulation adéquate des conditions de licence ayant trait à la pleine exécution de la promesse de réalisation.
10. Le nouveau règlement proposé, les alinéas 12(5), (6) et (7), exigeant que les stations MF diffusent un message concernant leur licence ainsi

3. The Development of Canadian Radio Broadcasting

Radio broadcasting in Canada is developing in such a way that Canadians could well be in the enviable position, as appropriate policies are developed and implemented, of having four different kinds of radio service to choose from:

Public-AM Public-FM Private-AM Private-FM

Within the public sector, there is the paramount countrywide role of the Canadian Broadcasting Corporation as the provider of the national broadcasting service. There are also a small number of radio services provided by educational bodies licensed by the Commission pursuant to order-in-council P.C. 1972 - 1569. In the private sector, in addition to the services provided by a large number of private commercial stations, there are the distinctive services provided by community and student FM stations.

There are of course gaps in these services which will persist into the foreseeable future. Nevertheless, it is useful to identify these four distinct types of service as a means to develop policy alternatives and to clarify long-term objectives.

CBC AM network services, both English and French, reach all but a very small percentage of Canadians. However, in many instances, only a limited number of hours of CBC network service are provided by private stations affiliated to the CBC networks. This is the case even in some large communities such as London, Kingston, Rimouski and Sudbury.

CBC FM network service is in an early stage of development as far as coverage of the country is concerned.

In the case of private AM service, Canadians are again served very extensively. Here too, though, many areas have little or no choice of programming because of the lack of multiple station service. In addition, some Canadians do not have local radio service in their own language. This is the case in northeastern New Brunswick, for example, where a large proportion of the population is French-speaking. Likewise, remote areas in the far North receive no local radio service and have no access to a local radio facility.

As for private FM service, it is very unevenly developed throughout the country.

In these circumstances, the challenge that faces Canadian radio broadcasting is to ensure:

1. that there are clear distinctions between each of the four different services, and
2. that as many Canadians as possible have access to as complete a choice of service as public funds and commercial revenue make possible.

de l'élaboration de la présente politique, il a reçu la coopération de l'industrie, tant dans la présentation des idées créatrices que dans l'engagement individuel pris par les radiodiffuseurs de donner à la radio MF une nouvelle impulsion. Les commentaires tirés du séminaire MF tenu à l'automne 1974 par l'Association canadienne des radiodiffuseurs démontrent cette attitude positive:

"Il est évident que le moment est venu d'effectuer des changements quant à la radiodiffusion MF au Canada. Pour plusieurs d'entre nous cela pose un sérieux problème. C'est à la fois un problème de qualité et de cote d'écoute à conserver. C'est aussi un problème de coûts.

Deux attitudes sont possibles face à tous ces changements. La première c'est de rester bien tranquille, ne rien faire et voir ce qui arrive. C'est une attitude négative-une attitude "d'après coup", pas très créatrice. L'autre attitude face au changement consiste à jouer un rôle d'innovateur ce qui est difficile parce que cela demande de l'imagination, de la créativité, et nous contraint à explorer l'inconnu et les sentiers non battus."

Dans les sections qui suivent, le Conseil dresse un tableau détaillé des étapes et des procédés qu'il suivra pour l'audition des nouvelles demandes et des renouvellements de licence MF, ainsi que des moyens par lesquels il entend atteindre ses objectifs relativement à la radio MF au Canada.

Audience publique du 11 mars 1975 consacrée à la discussion de la réglementation proposée. Le Conseil a publié, en même temps que ce document, un projet de formulaire de demande de licence MF, contenant une deuxième partie intitulée "Promesse de réalisation". Il a également publié des projets de modification aux Règlements sur la radiodiffusion (MA et MF) contenant les modifications qui ont été rendues nécessaires par la présente politique, y compris les nouvelles catégories de teneur.

Les modifications au Règlement et le projet de formulaire de demande de licence MF, principalement la partie II (Promesse de réalisation), feront l'objet d'une audience publique du Conseil, qui s'ouvrira le 11 mars 1975 à Ottawa. Ensuite le Conseil, après avoir effectué les modifications qu'il jugera appropriées à la lumière des commentaires et des propositions présentées par les radiodiffuseurs et le public, mettra en vigueur les modifications au Règlement sur la radiodiffusion (MA et MF) qui prendront effet le 1er septembre 1975. Le Conseil publiera simultanément un formulaire définitif de demande de licence MF, s'appliquant à toutes les demandes ultérieures d'obtention ou de renouvellement de licence MF.

Le Conseil estime que, à ce stade, la politique de radiodiffusion MF a fait l'objet de discussions suffisantes. L'objectif de l'audience de mars 1975 n'est donc pas de rouvrir le débat sur les politiques fondamentales adoptées par le Conseil. L'intention est plutôt de discuter du fond et de la forme du Règlement projeté, ainsi que de la partie du formulaire de demande de licence portant sur la Promesse de réalisation propre à assurer la mise en application des objectifs de la politique. Tout en restant prêt à considérer des propositions touchant la politique MF en général, le

In its public announcement of October 18, 1973 on CBC radio policy, the Commission noted the steps taken by the Corporation to ensure the maintenance and strengthening on both CBC-AM and CBC-FM of a full range of programming which would be distinctly different from that available on private radio.

While the regulations now proposed by the Commission, together with the new FM application form, will apply to the CBC, most of the objectives and requirements of this document are applicable only to FM radio in the private sector. Because of the nature of its mandate and its greater resources, however, the Commission would expect that the performance of the CBC would exceed most of these requirements.

The Commission's objective is the maintenance and development of two distinct CBC radio services in accordance with CBC policy, the maintenance and development of a lively private AM sector, and the addition of a new style of private radio on FM. It invites all those in the Canadian radio broadcasting system to cooperate in creating a choice and quality of radio broadcasting for Canadians that will fulfil the objectives of variety, comprehensiveness and high standards established by the Broadcasting Act.

4. Concerns About Radio

Many groups and individuals have expressed their dissatisfaction with what is now available to them on private radio. The deficiencies most often mentioned at the Commission's public hearings, in correspondence and in discussions relating to radio include the following:

- radio is loud and strident
- radio lacks substance; it is trivial and uninteresting
- radio music is limited in scope and is noisy and repetitive
- radio is unduly commercialized
- radio is imitative; it sounds the same everywhere
- radio news presentation is repetitive, mechanized and too compressed
- radio entertainment programming is limited
- radio personalities are not involved in program development.

It would be unfair to contend that these criticisms can properly be applied to all private radio stations. Moreover, it must be recognized that, to a certain extent, the present situation arises from the very decentralization which is such a striking feature of the Canadian radio broadcasting system.

In most parts of the world, radio is highly centralized in terms both of administration and operation. So is television. In a country the size of Canada, a decentralized radio system has very real advantages, for example, in providing a local service to the many communities where there is not even a local newspaper. But, as in all things, there is a price to be paid and, in the case of private radio in Canada, this has taken the form of a certain standardization of programming.

Stations MF "communautaires" et autres stations non-commerciales.

Le Conseil a, dans le passé, accordé des licences de radio MA et MF

ainsi que des licences de télévision à un certain nombre de stations "communautaires" étudiantes et éducatives. Certaines de ces stations étaient situées dans des centres urbains, alors que d'autres s'étaient données pour but de desservir des communautés isolées. Ces stations se sont efforcées de rendre leur entreprise accessible et sensible aux besoins de la communauté. Bien que différentes des stations privées quant aux objectifs, aux types de propriété, à la direction, et aux ressources financières, elles constituent des exemples d'innovation en ce qui a trait aux formules d'émissions, et à la rétroaction de la part de l'auditoire.

Le Conseil étudiera séparément le cas de chaque station étudiante et communautaire actuellement en opération et chaque nouvelle demande de licence. Cependant, il est évident que les vues du Conseil au sujet de la radio MF rejoignent l'orientation fondamentale et les objectifs de la plupart de ces stations. Celles-ci devraient donc s'efforcer de surpasser les exigences minimales en matière de programmation énumérées dans la présente politique.

Le Conseil estime que la radio communautaire et étudiante est une radio de type expérimental. En conséquence, il pourra accepter qu'un nombre limité d'expériences supplémentaires soient tentées dans des régions où il n'y a pas de titulaire de licence "communautaire".

Premier service radiodiffusionique local sur les ondes MF. Etant donné la congestion du spectre MA dans plusieurs régions du Canada, et compte tenu que l'augmentation du nombre de récepteurs MF rendra cette bande accessible à un nombre de plus en plus considérable d'auditeurs, le Conseil prévoit recevoir des demandes de licences MF qui, si elles étaient approuvées, entraîneraient l'établissement d'un premier service radiodiffusionique dans certaines localités. Puisqu'il n'existe pas de précédent pour le guider, le Conseil n'établira pas, pour le moment, de directive précise sur la teneur commerciale et la programmation de cette nouvelle classe de licence.

Toutefois, en vue de favoriser l'établissement d'un premier service radiodiffusionique local, le Conseil se propose de créer une classe spéciale de licences MF, une "licence de première MF locale", pour les stations MF qui établissent la première station dans un marché. Ces titulaires de licence ne seront pas soumis au Règlement relatif à la teneur commerciale sur les ondes MF, prévoyant un nombre minimum d'émissions de formule "premier plan". Les questions portant sur la programmation et la publicité seront examinées en tenant compte des particularités de chaque cas et des propositions de chaque demande.

4. Mise en application de la politique MF.

Tel que mentionné dans la partie I du présent document, l'élaboration d'une politique relative à la radio MF au Canada a préoccupé le Conseil depuis sa création. Lors des audiences et des discussions tenues au cours

It is essential to maintain the advantages of this distinctive Canadian radio system in moving to correct its imperfections. Thus the essential extension of physical facilities in Canada must be balanced by a judicious insistence on a growing quality and diversity of programming.

It is the responsibility of the Commission to recognize the very real contribution made by private radio in Canada, evaluate the criticisms made of it and to ensure that private radio makes a distinctive contribution to the attainment of the objectives of the Broadcasting Act.

As noted by the Canadian Association of Broadcasters in its presentation at the FM hearing in 1973:

The development of the FM band should not result simply in the multiplication of services. We believe that it is necessary to elaborate new concepts of production and service . . .

FM should be. . . universal in its appeal, and I mean by that, open to everybody, with a very great choice of programs .

Excellence in Radio. Radio broadcasters, as all broadcasters, are charged in the Broadcasting Act to achieve high standards. The Commission wishes to see objectives developed in this area which are more than pious hopes and which will lead to the achievement of excellence.

There is little hope of excellence in radio if, for instance, a station simply retransmits material originating elsewhere that has little or no significance for its audience. There is an absence of life, of identity, of authenticity where creative individuals do not actively communicate with their audience. Commercial background music in a supermarket may or may not be calming and useful, but it hardly qualifies as a radio service as envisaged by the Broadcasting Act.

I am introducing here the idea of technological change which has affected the operations of radio. Everything can be pre-recorded, even voices, interviews, and so forth. Who cares if minute after minute, hour after hour it is good, agreeable and varied. What is missing is the life, the soul, the direct voice contact. The whole difference is the origin of the program. Hence, the main complaint is that the FM station is not a point of origin of the program - it is merely a transmission station of a program originating . . . elsewhere.

Dr. Pierre Camu
President of the CAB
FM of the Future Seminar

3. Autres questions importantes relatives à la radio MF

Au cours des années, des déséquilibres au sein du service radio-phonique se sont développés dans certaines régions du Canada. Des fonctions spéciales ont été mises au point et de nouveaux rôles apparaîtront sans doute. Les stations MF privées seront tenues de considérer ces points lorsqu'elles prépareront leur propre projet de programmation.

Diffusion des émissions de la Société Radio-Canada aux stations MF privées.

Les Canadiens s'attendent à ce que le soutien financier qu'ils apportent à la Société Radio-Canada leur garantisse un service dont la portée et les objectifs sont nationaux, qui réponde à des normes d'excellence qu'un radiodiffuseur commercial pourrait difficilement atteindre. Ce rôle spécial dévolu à la Société Radio-Canada a une origine historique et offre la garantie la plus sûre de la variété et de la qualité du système de radiodiffusion canadien.

Toutefois, plusieurs localités au Canada ne reçoivent pas encore un service radiophonique complet de la Société Radio-Canada, que ce soit sur les ondes MA ou MF. De plus, des problèmes se manifestent constamment lorsqu'il s'agit d'assurer un service national adéquat et équilibré par l'entremise de stations affiliées MA. Il existe deux solutions immédiates, qui permettraient à un nombre accru de Canadiens d'accéder à un plus vaste choix du service national de radio:

1. Lorsque le service MA de Radio-Canada n'est accessible que par l'intermédiaire d'une station MA affiliée privée, la diffusion de la programmation du réseau MA de Radio-Canada pourrait être assurée pas une station MF privée, particulièrement si les deux stations MA et MF sont de propriété commune.
2. Si le service MA de Radio-Canada est fourni par une station MA appartenant à cette société et administrée par elle, et qu'il n'existe pas de projets immédiats en vue d'exploiter une station MF de Radio-Canada, les stations MF privées pourraient diffuser une partie des émissions du réseau MF de Radio-Canada.

Rectification du déséquilibre au sein du service radiophonique dans des centres tels que Montréal, Vancouver et Toronto. Le Conseil s'est engagé à rectifier les déséquilibres d'ordre historique existant dans le service radiophonique. Dans les grands centres métropolitains, notamment Toronto et Vancouver, le nombre de signaux radiophoniques est considérable et un certain phénomène d'imitation s'est développé, tendant à réduire plutôt qu'à accroître la diversité du choix d'émissions. Dans d'autres régions comme Calgary, par exemple, où les stations radiophoniques MF sont moins nombreuses la diversité manque dans le choix offert aux auditeurs. Une des principales préoccupations du Conseil concerne le choix relativement restreint de stations radiophoniques accessibles à la majorité francophone de la ville de Montréal, comparativement au nombre de stations accessibles à la minorité anglophone. La solution de tels problèmes fondamentaux constituera une priorité pour le Conseil dans ses discussions avec la Société Radio-Canada et les radiodiffuseurs privés et inspirera ses décisions quant aux demandes et aux renouvellements de licences.

Excellence arises out of a conscious effort to present the best in any field - whether the best popular music or classical performance, the best literary work, or the best critical comment. The Commission believes that the best can readily be distinguished from the trivial by expert and public alike, and that indifference to the existence of such standards is a basic disservice to society.

High quality service exists where conscious attention is paid to the craft and profession of broadcasting at every level - from management and policy direction to the care taken by technicians and on-air hosts. These are all identifiable factors in what can be termed professional standards of radio broadcasting.

Radio stations which live by such standards are distinguished by the fact that they know their audiences, and broadcast information and entertainment that not only meet but also broaden tastes and needs. Such standards are basic to the role of radio as a distinctive and significant element of the Canadian broadcasting system.

In this context, radio programming cannot be permitted to remain in limited-subject ghettos. An average of seventy-five percent of radio programming is recorded music, and yet only a fraction of the recordings available is ever broadcast. When compared to the diversity of material that is available in bookshops, record stores, magazine racks, or in the events listed on newspaper entertainment pages, radio is a limited vehicle of expression. Radio must expand its offering of content with new opportunities for public discovery and appreciation of a greater spectrum of music and the spoken word.

Diversity is a critical factor in determining the richness of a society's culture. In radio, the size of a record library and the usage patterns of recordings within a variety of formats are among the more important aspects of the cultural functioning of that medium. The Commission is convinced that such characteristics can be rationally assessed and systematically and progressively developed.

It is an objective of the Broadcasting Act that radio, as part of the Canadian broadcasting system, should provide programming which is varied and comprehensive, of high standard, using predominantly Canadian creative and other resources. The disparate groups in Canadian society deserve to have available on their airwaves a clear choice of different kinds of programming which recognize their particular needs and concerns. Radio should serve the public when it wants to be entertained, and also when it wants to be informed or enlightened.

dienne et les stations qui diffusent des pièces couvertes par la catégorie 7, "musique - traditionnelle / audiotroire spécialisée" devraient présenter 10% de teneur canadienne.

Le Conseil encouragera également l'emploi d'émissions souscrites canadiennes ou la mise en réseaux d'émissions sur une base coopérative. Bien qu'aucun quota relatif à la teneur canadienne de ce matériel ne soit ici proposé, l'utilisation d'émissions souscrites étrangères ne sera permise que si le besoin en est démontré. En conséquence, les requérants seront tenus de déterminer la nature des émissions souscrites étrangères qu'ils ont l'intention d'utiliser, les raisons de cette utilisation et leur politique en vue de l'emploi accru de matériel canadien.

Section H. Automatisation. Les requérants qui désirent faire usage d'un équipement automatique doivent démontrer qu'ils accorderont la même attention professionnelle à la présentation et à l'identification des éléments de programmation que dans le cas d'une diffusion "en direct".

Le requérant sera tenu d'établir dans une annexe ses projets et politiques concernant l'emploi de systèmes de programmation automatique. Le Conseil désire en particulier que le requérant mentionne les heures où la station utilisera de tels systèmes ainsi que la source de la programmation pré-enregistrée. Les requérants seront également tenus de mentionner la durée totale de l'utilisation de ce système.

Section I. Formules de programmation. Les requérant seront tenus de fixer le pourcentage de temps qu'ils consacreront à chacune des quatre formules d'émissions, phonographe, continuité, mosaïque et premier plan, au cours de la période allant de 06.00 à 24.00 heures.

Les requérants seront bien sûr tenus de respecter les exigences minimales en ce qui a trait à la formule "premier plan" définie par l'article 12 du Règlement MF, c'est-à-dire 16% dans le cas des licences MF indépendantes et 25% dans le cas des licences MF combinées.

De plus, le Conseil rappelle également aux requérants qu'il n'encouragera pas les demandes prévoyant une forte utilisation des formules de style MA, et ayant recours notamment à la formule "continuité".

Section J. Horaires. L'horaire exigé a pour but de fournir au Conseil une indication sur la manière dont la programmation décrite dans les premières parties de la promesse de réalisation sera distribuée au cours d'une semaine de radiodiffusion. Ainsi, l'horaire devrait préciser les heures durant lesquelles la programmation correspondra à chaque catégorie de teneur sera diffusée au cours de la semaine-type. S'il y a lieu, l'horaire devrait également faire état des heures de diffusion simultanée ou de diffusion de réseau. Lorsque le requérant a l'intention de diffuser dans plus d'une langue, il devrait indiquer l'heure de diffusion des émissions, en précisant la langue utilisée. Finalement, les requérants sont tenus de mentionner dans la grille-horaire toutes les émissions qui seront diffusées selon la formule "premier plan", telle que définie dans le Règlement.

5. Summary of Measures Adopted by the Commission

In part II of this document, the Commission sets forth a number of measures in connection with defining a role for FM radio which is distinct from AM radio. Under this heading, the Commission proposes:

1. to replace the requirement that FM stations devote 20% of their programming to material in the "Arts, Letters and Sciences" category with the requirement that a percentage of programming be in a "foreground" or audience-involving format;
2. to replace the present program content categories with a comprehensive new set of program content categories applicable to both AM and FM radio and to use such categories to determine how and to what extent program content commitments set out in promises of performance made by applicants will make a distinctive contribution to the balance, diversity and comprehensiveness of the programming service available in the community to be served. This will be of particular importance in areas such as Montreal, for instance, where, due to historical circumstances, a lack of balance has developed;
3. to refuse to permit FM licensees who hold an AM licence in the same community the continued use of two public frequencies unless substantial efforts are made to offer an FM service that is distinctively different from usual AM programming and that adds to the other radio services available in the community;
4. to create separate classes of licence for holders of an FM licence who hold an AM licence in the same community ("joint FM licences") and holders of an FM licence who do not hold an AM licence in the same community ("independent FM licences") and to impose upon holders of "joint FM licences" requirements respecting "foreground format" programming and commercial messages which exceed those for holders of "independent FM licences";
5. to prohibit simulcasting between AM and FM stations except in special circumstances as permitted by condition of licence;
6. to require joint FM licensees to broadcast on a daily basis a statement outlining their relationship to the associated local AM station;
7. to encourage the syndication of FM material in a "foreground format";

de diffusion MF. Le Conseil espère toutefois qu'on trouvera de nouvelles modalités pour la production commerciale, la vente du temps d'antenne et l'insertion de messages commerciaux sur les ondes MF, afin de limiter les désagréments soulevés par la présence de ces messages tout en améliorant leur utilité sur la bande MF. Les messages commerciaux devraient trouver de nouveaux rôles positifs. Des annonces publicitaires moins nombreuses, plus discrètes, s'adressant à des segments définis de l'auditoire, peuvent assurer des niveaux satisfaisants de revenus.

Dans son mémoire présenté au Conseil lors de l'audience publique de 1973 sur la politique MF, l'Association canadienne des radiodiffuseurs a déclaré:

"Notre comité endosse pleinement, en principe, "l'objectif qui veut qu'on porte sur la bande MF une diversité en matière de programmation susceptible de plaire à des auditoires sélectifs." Le nouveau genre de signaux qui apparaît pourrait d'un seul et même coup sélectionner et servir les intérêts de populations diverses et en même temps, espère-t-on, ouvrir aux annonceurs de nouveaux secteurs de marché... Les annonceurs pourraient aussi sauter sur l'occasion de fabriquer des messages commerciaux faits sur mesure pour ces auditoires.

Le Conseil se trouve en accord avec cette conception. La MF peut et devrait assurer aux messages commerciaux un cadre de présentation moins encombré et finalement plus efficace. Si des politiques de vente conformes aux objectifs des radiodiffuseurs sont élaborées, et que leur but est bien expliqué aux annonceurs, de nouvelles sources de revenus seront alors disponibles. Le Conseil veut encourager une réévaluation des rapports des émissions avec les messages commerciaux afin d'améliorer le sort de la publicité sur les ondes MF. De plus, le requérant sera tenu d'énoncer dans une annexe ses politiques concernant la publicité destinée aux enfants. À cet égard, les requérants devraient consulter la circulaire n° 193 du CRTC, publiée par le Conseil le 7 décembre 1973.

Section G. Contenu canadien. Les requérants seront tenus de préciser dans une annexe leurs engagements en vue spécialement d'encourager les talents canadiens, compositeurs et interprètes et de développer l'utilisation de la musique canadienne enregistrée. La nature et l'étendue des engagements de chaque station pourront varier suivant le type de programmation, le territoire, et les ressources disponibles.

Les requérants seront également tenus de préciser le pourcentage de pièces musicales qu'ils diffuseront chaque jour et qui sont considérées comme canadiennes en vertu du Règlement sur la radiodiffusion MA. À cet égard, le Conseil estime que, sauf dans des circonstances spéciales, les stations qui diffusent des pièces couvertes par la catégorie 6, "musique - générale", devraient présenter 30% de teneur cana-

8. *to prohibit the entering into or renewal of contracts between FM stations and outside firms or consultants respecting the provision of certain prerecorded matter;*
9. *to prohibit FM stations from interrupting the first ten minutes of any newscast by commercial messages or public service announcements; and*
10. *to set maximum limits for the broadcasting of commercial messages during any clock hour, and during three six-hour periods during the broadcast day, with a lower limit set for joint FM licences than for "independent FM licences".*

In Part III of this document, the Commission has set forth a number of measures relating to the requirement that FM licensees establish individual roles which distinguish themselves from each other. Here the Commission proposes to institute a revised procedure relating to the granting of new or renewed FM licences. In particular, the Commission proposes:

1. *to issue and require all applicants for new or renewed FM licences to complete a new FM Application Form, containing a Part II entitled "Promise of Performance", which sets out commitments relating to their proposed broadcast service in ten specific areas such as news and information, involvement of the community, use of music, advertising, Canadian content, the use of automation, and the format and duration of programming;*
2. *to attach the Promise of Performance to each licence issued by it and to require licensees by conditions annexed to their licences to "make all reasonable efforts in good faith to substantially fulfil" each commitment in the Promise of Performance, and to obtain the prior approval of the Commission before broadcasting for a period longer than four weeks any programming which constitutes a substantial variation from any of the commitments in the Promise of Performance;*
3. *to require licensees to broadcast at least once a week in a prime listening period an announcement respecting the availability of the licence and the Promise of Performance and conditions attached to it for inspection by the public; and*
4. *to require FM stations, as is presently the case with AM stations, to keep a tape of all matter broadcast by the station for a period of at least four weeks.*

L'exigence de diffuser des émissions de "formule-premier plan" n'empêchera pas, bien sûr, l'utilisation de la musique enregistrée lors de ces émissions. Tout le moins, au cours de la période de transition et lorsque de nouveaux types de contenu seront élaborés, la musique enregistrée constituera un élément fondamental susceptible d'éviter un changement trop brusque dans les habitudes d'écoute. Néanmoins, le Conseil est bien déterminé à ce que la musique enregistrée diffusée par les stations MF ne soit pas insuffisamment préparée, laissée au hasard ou présentée de façon volontairement effacée.

La nature de la présentation musicale sur les ondes MF sera bien sûr grandement affectée par le règlement exigeant un quota minimum d'émissions de type "formule-premier plan". Mais lorsqu'il s'agit d'évaluer le rendement d'ensemble de la station, le reste de la programmation au cours d'une journée de diffusion a lui aussi son importance.

Le Conseil tentera de dissuader les stations de mettre en ondes une période prolongée de programmation de type "formule-phonographe" ou "formule-continuité". Le Conseil a particulièrement remarqué que presque toute la musique diffusée aux stations MA entrerait dans les sous-catégories 61, 65, 66 et 67. Il n'a pas l'intention de permettre une telle absence de diversité sur les ondes MF et utilisera le processus d'attribution et de renouvellement des licences afin d'évaluer la contribution des requérants à la diversité du service proposé à la communauté, dans ce domaine de la programmation.

Le Conseil est également préoccupé par le style de présentation de la musique sur les ondes MF. La relation entre le personnel "en ondes" et un auditoire hautement sélectif en matière de telle musique enregistrée qu'il désire entendre s'appuie essentiellement sur le talent et les connaissances. Ces aptitudes et cette compétence ne doivent pas être considérées comme la prérogative de ceux qui présentent la musique classique, mais s'appliquent également à la présentation de tous les genres de musique.

De surcroît, le Conseil estime que les stations MF devraient non seulement présenter de la musique enregistrée, mais également une certaine quantité de musique en direct. Il veillera donc à ce que les requérants prennent l'engagement d'allouer une partie de leur budget, compte tenu de leurs revenus, à des productions musicales réalisées par la station afin qu'il y ait diffusion de concerts en direct.

Section F. Politique générale et projets - autopathologie et publicité. Les requérants seront tenus d'établir dans une annexe leur "politique commerciale". Celle-ci devrait consister en une déclaration qui établirait la politique d'ensemble du titulaire de licence relativement à ses critères d'acceptation des messages commerciaux et relativement aux interruptions publicitaires.

Tel que mentionné dans le Projet de politique relative à la radio MF du 19 avril 1973, le Conseil n'a pas l'intention de limiter d'une façon stricte le nombre d'interruptions publicitaires durant les heures

The document then deals with other issues relating to FM radio, including the carriage of CBC programs on private FM stations, correcting imbalances in service in centres such as Montreal, Vancouver and Toronto, "community" FM stations and situations where first local radio service is proposed to be provided on FM.

The document concludes with a schedule which the Commission proposes to follow in carrying out the implementation of the policy. Of particular note in this regard is the intention to hold a public hearing of the Commission, in Ottawa, commencing March 11, 1975 to consider the proposed amendments to the AM and FM Broadcasting Regulations and the draft FM Application Form.

Section E: Politique générale et projets - Musique. Le requérant est tenu d'indiquer dans une annexe ses projets et les politiques qu'il entend respecter relativement à chacune des sous-catégories de teneur suivantes:

6: MUSIQUE - GÉNÉRALE
7: MUSIQUE TRADITIONNELLE/AUDITIOIRE SPÉCIALISÉE

61	Populaire générale	71	Musique classique
65	Genre rock	72	Opéra
66	Genre western	73	Opérette
67	Genre folklore	77	Folklore
68	Genre jazz	78	Jazz
		79	Religieux non-classique

Lorsqu'il décrit ses projets de programmation musicale correspondants à ces sous-catégories, le requérant doit préciser les points suivants:

- le rapport approximatif entre les pièces vocales et les pièces instrumentales
- la moyenne du nombre de pièces musicales distinctes, sans compter les reprises, qui seront diffusées chaque semaine (liste de sélections)
- le nombre de maximum de répétitions d'une même pièce au cours d'une semaine typique
- la quantité de disques que le requérant projette de conserver dans sa discothèque

Le requérant doit également préciser l'importance qu'il entend accorder à la diffusion des éléments suivants:

- succès, arrangements de succès, autres pièces musicales
- pièces musicales tirées des répertoires actuels, récents ou passés
- pièces musicales nouvelles dont la popularité n'a pas encore été confirmée

En décrivant ses projets concernant la musique pour la catégorie 7, le requérant est tenu d'indiquer dans quelle mesure sa programmation reflètera l'ensemble de l'expression artistique (tel que par exemple, les époques, les écoles, les styles, les formes) dans chacune des sous-catégories, ainsi que la quantité de disques et d'enregistrements qu'il projette de conserver dans sa discothèque.

PART II ENSURING THAT FM SERVICE IS DISTINCT FROM AM SERVICE

1. Introduction

With the advent of television, Canadian radio, with the principal exception of the CBC, drastically reduced "foreground" programming, that is programming requiring active attention on the part of the audience. It was assumed that the vast majority of the radio audience is "on the go" and that people listen sporadically, using radio as background for other activities.

The Commission considers that this assumption has prevented radio from developing programming types and forms to meet other kinds of listening needs. It is not convinced that all listeners are permanently unable to devote longer periods of time to listening to more engaging radio programs. The disavowal of "foreground" programming has led to radio programming which is imitative rather than innovative. Radio schedules composed of records, chatter and capsule news do not meet the range of interests, lifestyles and cultural patterns of all Canadians in different communities and regions.

The Commission's primary objective for radio programming is therefore to make it more diverse in both form and content and more responsive to a greater variety of listening needs, audience lifestyles and community interests, in order that it may provide what one commentator has called "islands in the sea of recordings".

The Commission's policy proposal dated April 19, 1973 stated that radio which basically reacts to and reinforces our immediate tastes and needs should be supplemented by radio which actively expands the horizons of our knowledge and extends our interest and appreciation of new forms of entertainment, enlightenment, and information. The proposal also spoke of a kind of radio which would try to anticipate our tastes, deepen our interests, activate our imaginations, and develop knowledge and appreciation of our spoken and musical heritage. To accomplish this will require a reorientation and extension of content and format in radio broadcasting.

Canada's cultural heritage arises out of the interesting and challenging facets of life in our different communities. Port Aux Basque is not Victoria, for one is conditioned by the Atlantic Ocean and the other by the Pacific. Radio in Moose Jaw or Prince Albert must respond to the harsh reality of winter weather in a much different way than radio in Thunder Bay, Quebec City, Moncton or Montreal. A blizzard in a metropolitan area may be a traffic inconvenience but it can be a matter of life or death to a prairie traveller. A choice of broadcast music to listen to in Toronto will be supplementary to other opportunities of hearing it, but it may be the only source available to residents of remote localities.

La radio peut utiliser le téléphone comme élément d'une tribune téléphonique afin de donner aux membres de la communauté l'occasion d'exprimer une opinion sur des questions et des préoccupations locales. La formule peut être celle d'un commentaire dans le cadre d'une émission thématique plus élaborée. Un exemple d'une telle émission pourrait être la présentation, accompagnée d'interviews au téléphone, d'une question concernant le zonage de terrains locaux.

La communauté possède un héritage, une mémoire collective et une histoire orale qui se retrouvent dans les souvenirs de son auditoire. En utilisant ce patrimoine, les radiodiffuseurs sont en mesure de renforcer le sens communautaire d'une collectivité.

Le Conseil s'attend à ce que les titulaires de licence MF aident à contrebalancer la négligence actuelle des besoins communautaires par les médias, négligence causée par une centralisation excessive des sources d'information et de divertissement. Les radiodiffuseurs MF ont la responsabilité de déceler et de combler les lacunes au sein de l'information et du divertissement; ils doivent aussi découvrir et encourager les ressources latentes d'une collectivité. Des formules d'émissions actives et innovatrices peuvent contribuer à atteindre ce premier objectif, alors qu'un engagement face aux ressources et aux talents locaux peut contribuer au deuxième.

Dans leur effort de promotion des talents, de la créativité et de l'expression au sein de la communauté, les radiodiffuseurs MF devraient tenir compte de l'appui que les stations "communautaires" accordent à ceux qui participent à la production d'émissions en leur fournissant des personnes-ressources dans les domaines variés comme l'équipement, la recherche, l'exploitation, le domaine technique et celui de la programmation. Favoriser la participation, c'est aussi mettre à la disposition des gens un équipement de studio qui est techniquement accessible, portable et maniable afin de l'utiliser facilement à l'extérieur du studio.

Le personnel nécessaire à ces fins devrait être choisi au sein de la collectivité, puis formé. De plus, il faudrait assurer le soutien et la mise en valeur des talents locaux. On pourrait aussi acheter les émissions des groupes locaux ou des maisons de production de la place. Les sources d'idées et d'émissions peuvent être encore diversifiées en encourageant le personnel local à la pige mais, une fois encore, il faudrait lui assurer une formation adéquate et lui donner accès à un équipement portable et à des installations de montage.

Un certain nombre de techniques bien connues sont employées fréquemment par les stations en vue de favoriser leur identification locale. Il y a les chansonnètes, l'annonce et la publicité d'activités locales, les insertions-éclairés et les rapports sur la circulation et la météo. Le Conseil espère que les requérants MF surpasseront de loin ces techniques limitées et offriront une variété de services spécialisés, bien adaptés aux besoins et aux goûts de la collectivité.

The historic development of FM broadcasting in Canada favours it as the instrument to initiate more comprehensive and diverse radio programming in the private sector:

- . FM has developed largely as an adjunct to established AM stations, providing the opportunity for cross-subsidization of new forms of radio services;
- . since the opening of the FM band in the 1930's there has been a widespread expectation that FM would provide an alternate radio service of higher quality;
- . FM frequencies are virtually the last we have as the AM spectrum has become increasingly congested and prone to interference, particularly in the night-time hours;
- . FM has superior sound transmission characteristics and, at the same time, can cover large areas with considerably less power than AM; and
- . FM is ideally suited for development of alternate approaches to radio, both by large metropolitan licensees and by broadcasters who want to exploit its potential for economical coverage of smaller areas.

The Commission wishes to see a rapid expansion in the number of FM stations available to Canadians, both independent and jointly owned, in order to provide increased diversity of programming choices. But this can only occur if private broadcasters establish new programming patterns on FM, and significantly decrease the present almost total dependence of FM on a limited repertoire of recorded music which is often of a type that is difficult to differentiate from that available on AM.

The Commission reiterates that there is a great danger that Canadians will continue to increase the number of outlets and channels available for broadcasting without making provision for the increase in productive and creative capacity which is essential if these outlets and channels are to be utilized by Canadians for Canadians. If the means of distribution are increased without, at the same time, a significant increase in original Canadian production, the Canadian system will simply become a sophisticated delivery system for easily obtainable homogenized foreign material. The expansion of FM in Canada must be accompanied by the expansion of imaginative and creative resources and capacity in Canada.

Plusieurs sources privilégiées de commentaires sur des questions d'intérêt public échappent à la radio MA. Et pourtant combien de secteurs vitaux et d'efforts entrepris dans le domaine des arts, des affaires, du travail, de la science et de la médecine mériteraient un examen sérieux. On retrouve très peu de ces sujets dans les "nouvelles" des services de dépêche même s'ils revêtent une grande importance et un intérêt certain pour la société. La radio MF devrait s'inspirer de telles sources pour ses émissions de nouvelles.

Le Conseil s'attend donc à ce que les requérants s'engagent à innover et à expérimenter dans le domaine des nouvelles et de l'information. Toutefois, si une station MF veut se spécialiser dans un domaine particulier comme, par exemple, la musique classique, le Conseil n'exigera pas nécessairement de la part de cette station qu'elle diffuse d'autres nouvelles que les informations de base.

La présente section fait aussi état des projets du requérant concernant la programmation de style "tribune téléphonique". Le requérant est tenu de déterminer dans une annexe ses projets et ses politiques à cet égard.

Bien que les radiodiffuseurs MF puissent employer des liaisons téléphoniques en vue de faciliter la participation du public à des débats sur des questions d'intérêt, l'utilisation de la tribune téléphonique, technique de programmation que l'on retrouve au MA, ne sera pas acceptée par le Conseil pour la radio MF, à moins qu'un requérant ne propose une formule qui soit conforme aux préoccupations exprimées dans le présent document concernant la qualité de la programmation MF. Par exemple, en opposition à un recours plutôt inarticulé de la participation de l'auditoire dans la plupart des formules de tribune téléphonique, le commentateur téléphonique peut constituer une méthode efficace de participation locale dans le cadre d'une émission mieux structurée. L'opinion des auditeurs ou leurs demandes de renseignements peuvent être employées pour réaliser des reportages inédits ou des enquêtes en profondeur.

La question de la participation de la communauté constitue un autre domaine important au chapitre de la promesse de réalisation. Les requérants seront ici tenus de préciser le nombre d'heures qu'ils consacreront chaque semaine aux émissions d'origine locale, y compris le temps alloué à la programmation des groupes communautaires.

Une communauté recouvre l'ensemble d'une circonscription complexe des-serve par un émetteur. C'est plus qu'un point de repère pour établir des cotes d'écoute. Une communauté est une source quasi inépuisable de sujets d'émissions et de types variés de participation.

A titre d'exemples:

La communauté est la source d'une variété d'événements qui peuvent être diffusés en entier et permettre à l'auditoire d'y participer de façon plus complète. Ces événements sont les assemblées, les séminaires, les discussions et réunions publiques, de même que les activités culturelles et les divertissements qui entraînent une participation de la communauté.

2. Distinctiveness of FM Programming - "Foreground" Programming - Content Categories

Program Format - Program Content. The programming service available on FM stations can be clearly distinguished from AM programming service by developing different approaches to the scheduling, pacing and organization of programming and by providing a choice of content not available on AM stations. Listeners should be able to hear on FM at various, regular, properly promoted times, programs with a sense of form and purpose. As CFMI-FM noted in its brief presented to the Commission at the 1973 public hearing on FM policy:

We agree that structured programs of special appeal can be scheduled successfully within daily programming fare, but it must be done carefully. We hope that FM stations will have the opportunity to target their programming, and then provide diverse services to that target audience, recognizing that such programming must provide an alternative, if possible, in the market.

The so-called "rolling formats" of AM are based on the assumption that listeners are "on the go" and are only "available" for limited and irregular time periods. The Commission considers that the needs of these audiences are in the main being provided for by existing AM outlets and, except for FM stations which are the first or only service in a community, the Commission will discourage the use of rolling formats on FM.

"Foreground" programming, or the type of programming that demands much closer attention from its audience, caters to the needs of listeners who work unusual hours or are at home, students, people in retirement or at leisure or those who seek a more involved listening experience. A program of this type can be described as a significant period of time reserved for the presentation of material with an essential unity of content or form. Areas of concern, range of content, and editorial policy must be clearly identifiable.

In order to ensure that there will be a substantial amount of this type of programming on FM, the Commission has decided to revoke the requirement that FM stations devote 20% of their programming to material in the "Arts, Letters and Sciences" category and, instead, to require that FM stations in Canada devote a certain proportion of their broadcast time to the presentation of material in a "foreground format".

Furthermore, as mentioned in the policy proposal of April 19, 1973, the Commission proposes to replace the present content categories with a comprehensive new set of program content categories applicable to both AM and FM radio. These categories are included in the proposed amendments to the AM and FM Broadcasting Regulations issued with this document and are further discussed in Part III of this document in relation to the Promise of Performance.

Section B. Affiliation à un réseau ou autres affiliations. Cette section traite de l'affiliation d'une station MF à la Société Radio-Canada ou à un réseau privé. Elle comprend également un engagement relatif au nombre maximum d'heures de diffusion simultanée avec une station MA à propriété commune.

Comme on l'a mentionné dans la deuxième partie du présent document, de façon générale, la diffusion simultanée par les stations MA et MF d'un même marché, sera interdite conformément à un règlement. Toutefois, dans certaines circonstances spéciales où une quantité limitée de diffusion simultanée s'avérerait souhaitable, un titulaire de licence pourra être autorisé, en vertu d'une condition de sa licence, à émettre une certaine proportion de diffusion simultanée. En vertu de cette section, on est tenu de préciser le nombre maximum d'heures de diffusion simultanée par semaine.

Section C. Durée de la programmation tombant dans chaque catégorie de teneur. Dans cette section, le requérant est tenu de joindre une annexe établissant la durée, en heures et en minutes, de la programmation qu'il se propose de diffuser, et cette annexe doit être divisée selon les dix-huit catégories et sous-catégories mentionnées à la section C. A titre de guide pour les requérants, les définitions de toutes les catégories et sous-catégories de teneur, de même que des formules de programmation seront portées au verso de la promesse de réalisation.

Section D. Politique générale et projets - création orale. Dans cette section, le requérant est d'abord tenu de fixer, dans une annexe, ses projets et politiques concernant chacune des catégories de teneur suivantes:

0	Nouvelles	3B	Sports
1	Services à la communauté	4	Intérêt général
2	Documentation	5	Créations orales - autres
3A	Passe-temps, jeux et artisanat, techniques		

Le Conseil s'attend à ce que le requérant traite chacune de ces catégories séparément et établisse les détails de la programmation projetée, ainsi que les ressources humaines et techniques qu'il a l'intention d'utiliser pour chacune.

Le Conseil estime que les catégories relatives aux nouvelles et à l'information (catégorie 0 et 2) ont une importance particulière; il accordera donc une attention spéciale aux propositions faites dans ce domaine. Si les stations MA sont une source toute désignée pour transmettre des bulletins de nouvelles et des reportages-éclairés sur des événements importants, on ne voit pas comment justifier de la part des stations MF une reprise du même procédé d'information. Le Conseil s'attend plutôt à ce que les titulaires de licence MF élaborent une approche plus approfondie et plus large face aux nouvelles et à l'information.

Cela pourrait entraîner l'établissement d'une politique en matière de nouvelles qui, par exemple, assurerait l'examen constant et en profondeur des réactions des gens face aux événements, ou encore fournirait une présentation de l'information susceptible d'aider les auditeurs à comprendre des situations complexes et à mieux y faire face.



27-167

E R R A T U M



CORRECTION TO FRENCH AND ENGLISH VERSION OF CRTC POLICY STATEMENT
"FM RADIO IN CANADA, A POLICY TO ENSURE A VARIED AND COMPREHENSIVE
RADIO SERVICE", DATED JANUARY 20, 1975.

Page 13, last paragraph, first sentence should read:

"Under the proposed regulation, FM stations will be required to devote a certain percentage of the broadcast time between 6 a.m. and 12 midnight, in each broadcast week, to presentations in the "foreground format".

E R R A T U M

CORRECTION AUX VERSIONS FRANCAISE ET ANGLAISE DE L'ENONCE DE
POLITIQUE DU CRTC "LA RADIO MF AU CANADA, ENONCE DE POLITIQUE
POUR UN SERVICE RADIOPHONIQUE DIVERSIFIE", EN DATE DU 20 JANVIER
1975.

Page 13, la première phrase du dernier paragraphe devrait se lire
comme suit:

"En vertu de la réglementation projetée, les stations MF devront consacrer un certain pourcentage de leur temps d'antenne, entre 06.00 et 24.00 heures, au cours de chaque semaine de diffusion, à des présentations de formule "premier plan".

It is intended that these new content categories, which are much more detailed and extensive than those now in use, will stimulate a broader range of high quality programming on both AM and FM radio and contribute to the establishment of a clearly distinct style of FM programming. Using these categories, the Commission will examine FM applications to determine to what extent the program content commitments set out in promises of performance will make a distinctive contribution to the diversity of programming service available in the community proposed to be served.

It is the purpose of these regulations to ensure the achievement of the goal that all FM stations devote a substantial proportion of time to programs which are of a "foreground" or audience-involving nature and provide a programming service the content of which is distinctively different from that available on AM stations.

Classification of Program Format. For the purposes of its "foreground format" regulation, the Commission has defined four kinds of program formats: "gramophone format", "rolling format", "foreground format" and "mosaic format". Each format may be briefly described as follows:

GRAMOPHONE FORMAT. This format consists of the presentation of musical compositions without any discussion by an announcer of the nature or quality of the music. In other words, music is presented with nothing more than label information - for example, the name of the composition and the name of the writer or performer.

ROLLING FORMAT. This format is the same as gramophone format except that it is also characterized by the presentation of so-called "surveillance material", such as, time and weather announcements, made at frequent intervals.

FOREGROUND FORMAT. This format is characterized by the presentation of one particular theme, subject or personality for at least fifteen minutes without interruption by unrelated matter except station or program announcements or advertising material. It is also defined to exclude any programming in a gramophone format or in a rolling format.

MOSAIC FORMAT. This means any other kind of format of presentation of program material.

Under the proposed regulation, FM stations will be required to devote a certain percentage of the broadcast time between 7 a.m. and 12 midnight, in each broadcast week, to presentations in the "foreground format". In the case of FM stations which are commonly owned with AM stations in the same community ("joint FM licences") this requirement will be twenty-five per cent. Independently owned FM stations will be required to devote sixteen per cent of the same time periods in each week to material in the "foreground format". The regulation will not apply to FM stations which constitute the first local radio service in their communities, for which a separate class of licence will be created.

CATEGORIE 6: MUSIQUE GÉNÉRALE

CATEGORIE 7: MUSIQUE-TRADITIONNELLE/
AUDITIVOIRE SPÉCIALISÉ

61	Populaire général	71	Musique classique
65	Genre rock	72	Opéra
66	Genre western	73	Opérette
67	Genre folklore	77	Folklore
68	Genre jazz	78	Jazz
		79	Religieux non-classique

Dans son analyse de la programmation d'une station, le Conseil ne tiendra compte des registres d'émissions que dans une mesure relative. Les rubans des émissions radiodiffusées constitueront le facteur premier de l'évaluation du rendement d'une station donnée. Lorsque le Conseil voudra comparer le service d'une station à sa promesse de réalisation, il se procurera les enregistrements nécessaires à une telle analyse ou encore, effectuera ses propres renseignements.

Actuellement, les stations MF ne sont pas tenues de conserver l'enregistrement des émissions qu'elles diffusent. Le Conseil se propose de modifier sa réglementation afin d'exiger que les stations MF, à l'instar des stations MA, conservent de tels rubans pour une période minimale de quatre semaines, à partir de l'heure de diffusion. En proposant cette réglementation, le Conseil veut également attirer l'attention des intéressés sur le fait que nombre de systèmes d'enregistrement employés actuellement par les stations radiophoniques ne sont pas techniquement acceptables. Le Conseil exercera un strict contrôle de l'obligation pour les radiodiffuseurs de veiller à la qualité technique de rubans mis à la disposition du Conseil et des membres du public.

2. La réalisation des projets de programmation

NOTE: Cette section se réfère à la partie II du formulaire de demande MF, intitulée "La promesse de réalisation".

En vue d'aider les requérants à remplir la deuxième partie du nouveau formulaire de demande, le Conseil considère ci-après chacune des sections de la promesse de réalisation. On y trouvera également des commentaires sur la nature des engagements que le Conseil attend des requérants pour chaque section.

Section A. Langue de diffusion. Dans cette section, le requérant sera tenu de préciser la langue principale dans laquelle il diffusera sa programmation. Dans les cas où il y aura plus d'une langue de diffusion, la durée de la programmation dans chaque langue, au cours de chaque semaine de diffusion, doit être précisée dans une annexe.

Cette section sera particulièrement importante pour les requérants de stations MF "multilingues". Le Conseil étudiera le cas spécifique de chacune des demandes de radiodiffusion en langue autre que le français, l'anglais ou les langues autochtones du Canada.

The Commission expects that each station will also schedule material in the foreground format at reasonable hours throughout the day and week and it will review the station's Promise of Performance with this in mind. Listeners may be offered more than one occasion to hear programs of exceptional quality and interest through the use of repeats. FM stations can develop and encourage new patterns of listener loyalty through active promotion and publication of detailed program schedules. It is obvious that diverse and imaginative programming will be wasted unless special efforts are made to inform the radio audience of its availability.

Examples of "Foreground Format". The "foreground format" regulation does not require FM stations to devote specified periods of time to any particular subject or topic. What is required is that the subject or topic chosen by the broadcaster be dealt with at more length, with more care and with more thorough preparation than is common in present AM formats. The following list provides examples of five types of programs which would qualify as "foreground format" under the regulation.

THEME PROGRAMS - in which existing material is selected and arranged for broadcast with a significant amount of commentary or explanation:

- . recordings of an individual group, artist or composer
- . recorded music devoted to the various forms of a particular musical genre (religious, jazz, classical)
- . news supplementation utilizing wire-service copy in a specific subject area (business, labour, medicine, science, agriculture)
- . lengthy, prepared interviews

EVENT COVERAGE PROGRAMS - in which local events are transmitted at length on either a live or tape delayed basis:

- . city council meetings
- . a seminar or symposium
- . public discussion of a controversial matter such as a land-zoning proposal or a new structure of municipal government
- . local sports events with descriptive commentary

STAGED PRESENTATION PROGRAMS - in which the station broadcasts events of a cultural or entertainment nature:

- . musical concerts (symphonic, folk, country, rock)
- . a drama, intended or adapted for radio broadcast
- . a community festival, fair or celebration

être examinée soit au siège social du Conseil à Ottawa, soit aux bureaux de cette station, (1013, rue Principale, telle ville,) durant les heures d'affaires.

Le règlement exigera également que chaque titulaire de licence rende disponibles sa licence ainsi que la promesse de réalisation et les conditions qui s'y rattachent, à ses bureaux.

L'envoi des enregistrements et des registres d'émissions. Actuellement, l'article 4 des réglementations MF et MA exige que les stations radiophoniques au Canada tiennent des registres d'émissions, dans lesquels "toutes les émissions doivent être classées dans les sous-catégories établies à l'annexe A". Le même article exige également que les stations MA (mais non les stations MF) conservent une copie exacte (contrôle d'émissions) de toutes les émissions diffusées par cette station pendant une période de quatre semaines.

Tel qu'indiqué plus haut, le Conseil se propose de remplacer l'annexe A par une nouvelle série détaillée de "catégories de teneur". Ces catégories sont intégrées aux modifications projetées pour les réglementations MA et MF. que le Conseil publie en même temps que le présent document. Lorsque les projets de modification entreront en vigueur, les stations MA et MF seront tenues de remplir leurs registres d'émissions en utilisant les nouvelles catégories de teneur.

Le Conseil s'est efforcé d'élaborer des catégories qui soient assez raffinées pour permettre d'évaluer le rendement de la programmation, tout en étant suffisamment simples pour aider à la préparation des registres d'émissions ou pour permettre aux responsables de remplir la promesse de réalisation. Dans les registres d'émissions, les titulaires de licence ne devront que ventiler leurs émissions, réclames commerciales et annonces dans une ou plusieurs des onze catégories de base suivantes:

0	Nouvelles	5	Créations orales - autres
1	Services à la communauté	6	Musique - générale
2	Documentation	7	Musique - traditionnelle/auditoire spécialisée
3A	Passe-temps, jeux et artisanat,	8	Productions
3B	Sports	9	Publicité et concours lancés par la station
4	Intérêt général		

Cette ventilation vise à fournir au Conseil des indications de base sur la nature de la programmation d'un titulaire de licence, tout en permettant de vérifier au besoin si cette programmation est conforme aux règlements fixant les limites maximales des messages commerciaux (catégorie de teneur no 9).

Toutefois, en ce qui touche la promesse de réalisation, les onze catégories susmentionnées ne sont pas suffisamment raffinées pour permettre une évaluation adéquate de la nature du service proposé. La musique par exemple, qui accapare en général de 50 à 80% du temps d'antenne, n'est divisée qu'en deux catégories. En conséquence, les requérants seront tenus, en détaillant la promesse de réalisation, de ventiler leurs projets en matière de musique dans les onze sous-catégories suivantes, qui sont d'ailleurs conformes à la division pratique acceptée par l'industrie:

MAGAZINE PROGRAMS - programs of selection, in which various kinds of subject matter, with an overall purpose of reflecting a developed personal taste or personal opinion, are presented:

- reviews of recent events, criticism or editorial comment
- background information on matters of interest to the consumer, with an emphasis on comparative or investigative reporting and follow-up of consumer complaints
- recordings of verbal or musical material of various artists or genres, integrated through the personal commentary of the program host

STRUCTURED PROGRAMS - in which there is thoughtful preparation, organization and presentation of material in a complex structure having intrinsic coherence and including the representation of an original concept or a studied interpretation of known material:

- the treatment of specific community problems, in an area such as housing, industrial development, employment or environmental protection
- a profile or "personality documentary" on a group or individual artist, combining biographical material and musical selections
- folklore of native or ethnic peoples, or of the locality, through story, song and historical accounts.

3. Measures Relating to Common Ownership of AM and FM Stations

Although a small number of FM stations in Canada are independently owned, the overwhelming number of such stations are owned by licensees of AM stations in the same community. In its licensing decisions, the Commission has not permitted any person or organization to own more than one AM station or one FM station in any market, except when necessary to support a minority language service. But the Commission has permitted and will continue to permit licensees of AM stations to hold FM licences in the same community, as long as such licensees develop distinct FM programming consistent with these proposals.

The Commission reiterates that it is unwilling to permit FM licensees who hold an AM licence in the same community the privilege of controlling two scarce public frequencies unless substantial efforts are made to offer on FM a service that is distinctively different from usual AM programming and that adds to the other radio services available in the community. The widespread tendency to use FM stations as mere accessories to profitable AM operations, to program long stretches of the day with the use of automated equipment, rented music or disc jockey services, thus turning FM into a form of jukebox, will not be tolerated. The role of FM as an original radio voice in the community must be established and developed.

En accordant une licence MF, le Conseil joindra à celle-ci une copie de la promesse de réalisation. A chaque page de la promesse de réalisation, un espace en blanc a été réservé à l'usage du Conseil, pour l'inscription d'éventuelles références aux conditions particulières énoncées à la section 4, lorsque ces conditions modifient les engagements écrits. La licence et la promesse de réalisation qui s'y rattachent constituent donc une déclaration complète des engagements d'une station MF, notamment à l'égard du service radiophonique offert à la collectivité.

Le Conseil n'entend pas, par ces nouvelles propositions, limiter la créativité des titulaires de licence MF. Certaines sections de la promesse de réalisation, particulièrement les sections C, I et J, exigent que le requérant morcelle, en des catégories détaillées, l'horaire des émissions qu'il se propose de diffuser pendant une semaine typique. Ce morcellement ne vise pas à introduire une quelconque rigidité dans le jeu des éléments qui constituent l'horaire d'une station MF. Le Conseil s'attend plutôt à ce que le titulaire de licence considère l'horaire dans son ensemble pour atteindre concrètement ses objectifs de programmation. Chaque section de la promesse de réalisation sera de même considérée dans son ensemble, lorsqu'il s'agira de concilier la fin et les moyens. Ainsi, certaines variations dans les formules et les horaires de programmation seront permises sans qu'il soit nécessaire d'en aviser le Conseil ou d'obtenir une approbation préalable.

En cas de doute, les titulaires de licence pourront faire appel à l'interprétation du Conseil, lequel n'oubliera pas qu'il désire encourager l'expérimentation et la diversité sur les ondes MF. En revanche, lorsqu'un titulaire de licence a l'intention de radiodiffuser une programmation différente substantiellement de quelque section de sa promesse de réalisation et ce, pendant une période prolongée, il sera tenu d'obtenir au préalable l'approbation du Conseil. Pour ce faire, il soumettra une promesse de réalisation révisée, établissant les nouveaux engagements qu'il se propose de prendre, et le Conseil la considérera au même titre qu'une demande de modification de licence.

Publication et diffusion de la promesse de réalisation. Le Conseil estime que toute nouvelle licence de radio MF, accompagnée de la promesse de réalisation et des conditions s'y rattachant, devrait être accessible à la direction et au personnel de la station, de même qu'aux membres du public qui en font la demande. Cette accessibilité devrait être elle-même l'objet d'une information largement diffusée. Dans cette perspective, le Conseil se propose de mettre en vigueur une réglementation exigeant que tout titulaire de licence MF diffuse au moins une fois par semaine, à une heure de pointe, l'annonce suivante:

La station radiophonique (CXYZ-FM) contrôlée et exploitée par (XYZ Radiodiffusion limitée) en vertu d'une licence accordée par le Conseil de la Radio-Télévision canadienne pour exploiter une station MF sur la fréquence (101.3) Megahertz à (telle ville) Canada. Les fréquences radio sont du domaine public au Canada, et au moment où (XYZ Radiodiffusion limitée) a présenté sa demande de licence pour opérer sur cette fréquence, il a déposé au Conseil une promesse de réalisation détaillée. Dans ce document, la station a pris des engagements spécifiques quant à ses opérations et sa programmation. La licence accordée par le Conseil exige que (CXYZ-FM) respecte ses engagements et respecte le Règlement MF. La licence accordée à (CXYZ-FM) de même que sa promesse de réalisation sont des documents publics. Une copie de ces documents peut

On the other hand, the Commission realizes that cost benefits can be achieved through common ownership and it will permit such arrangements provided the objectives of this policy are met. With this in mind, the Commission proposes to amend the present FM Regulations in a number of particulars.

Prohibition of Simulcasting. Since 1964, when the FM Regulations were first enacted in Canada, simulcasting of AM and FM stations has been permitted provided that at least six hours of separate programming per day are presented. In accordance with its proposals released on April 19, 1973, the Commission has now decided to completely prohibit simulcasting and it will amend the FM Regulations accordingly. The new regulation will only apply to AM and FM stations commonly owned and serving the same community. The regulation will therefore not apply to low power FM stations in small communities which are licensed as "fill-in" rebroadcasters of AM stations in nearby major centres.

Creation of Separate Classes of Licence for Independent and Jointly Owned FM Stations. In order to enable it to achieve its objectives where there is common ownership of AM and FM stations in a community, the Commission has decided to create a separate class of FM licence, called a "joint FM licence", to embrace all FM stations which are licensed to persons who are also licensed to operate an AM station in the same community. A licence to operate an FM station only in a community will be called an "independent FM licence". The Commission's regulations relating to "foreground format" programming and commercial content will be applied more strictly in the case of joint FM licences.

Separate Call Letters. In order to emphasize the distinction that the Commission wishes to see between AM and FM services, the Commission will permit different call letters to be used for AM and FM stations which are jointly owned. However, all such FM call letters must have the suffix "-FM" added to them. Furthermore, the Commission proposes to require that an announcement be made over the FM station at least once during every broadcast day identifying the station ownership in such a way as to make it clear to the public that the licence holder is also the licensee of an AM station in the same market.

LE PROJET DE PROGRAMMATION

Section A	Langue de diffusion
Section B	Affiliation au réseau ou autres affiliations
Section C	Durée de la programmation tombant dans chaque catégorie de teneur
Section D	Politique générale et projets - création orale
Section E	Politique générale et projets - musicale
Section F	Politique générale et projets - autopublicité et publicité
Section G	Contenu canadien
Section H	Automatisation
Section I	Formule de programmation
Section J	Horaires

Pour chacune des sections, le requérant doit prendre des engagements quant à la réalisation de ses projets de radiodiffusion. Certaines sections ne font délibérément appel qu'à des déclarations générales d'intention, de façon à accorder aux intéressées une grande marge de manœuvre. Toutefois, d'autres sections exigent des engagements précis de la part du requérant quant au nombre d'heures qu'il entend consacrer à la programmation hebdomadaire de chaque type. La présente politique comporte plus loin les instructions détaillées du Conseil sur la façon de remplir chaque section de la "promesse de réalisation".

Conditions de licence relatives à la promesse de réalisation.
 Afin d'intégrer plus étroitement la promesse de réalisation à la gestion de chaque licence, le Conseil se propose d'annexer aux licences MF, les quatre conditions suivantes:

1. que le titulaire de licence prenne, dans la mesure où cet effort peut être raisonnablement exigé de lui, toutes les dispositions requises pour concrétiser, aux conditions fixées au paragraphe 4 ci-après, chaque section de la promesse de réalisation ci-jointe, qui fait partie de cette licence.
2. que le titulaire de licence avertisse sans délai le Conseil lorsqu'il est constaté que, durant toute semaine d'activité, en raison de circonstances incontrôlables, la programmation diffusée diffère substantiellement de toute section de ladite promesse de réalisation.
3. que le titulaire de licence obtienne l'autorisation préalable du Conseil avant de radiodiffuser, durant une période supérieure à quatre semaines d'activité, toute programmation différant substantiellement de toute section de ladite promesse de réalisation.
4. que les conditions particulières suivantes soient observées: (le cas échéant, le Conseil énumérera ici certaines conditions particulières, basées sur des engagements oraux pris par le titulaire de licence lors de l'audience publique ou sur des facteurs qui, selon le Conseil exigent que les engagements écrits, énoncés dans la promesse de réalisation, soient modifiés).

4. Syndication of FM Programming

The kind of programming which the Commission intends to encourage on FM will require increased preparation and research and a substantial commitment in time and resources. In order to make better use of these resources, stations may find it is in their interest to enter into program exchanges or syndication arrangements, and the Commission anticipates that there will be a substantial increase in such arrangements.

The Canadian Association of Broadcasters provides a facility for the free exchange of program material, and it is hoped that the new FM policy will encourage an expansion of this service as well as the development of new mechanisms for program exchange. The Commission also hopes that the policy will stimulate the creation of specialized radio programs by Canadian professionals, suitable for distribution to FM stations across the country.

The Commission endorses regional networks for interchange and program feeds and will facilitate their establishment for the purpose of strengthening regional and national information and entertainment links. It will co-operate with broadcasters, performers, musicians' unions and the performing rights organizations to help effect practical networking and exchange arrangements for the benefit of all FM stations.

At the same time, however, such syndication or networking arrangements must not be used simply to distribute "background programming", or programming in conventional AM formats, to FM stations. A number of stations, both AM and FM, have entered into contracts with outside firms or consultants respecting the purchase and use of prerecorded music in a gramophone format, or the use of semi-automated disc jockey services. Such arrangements are inconsistent with the aims of the Commission's policy and will not be permitted on FM.

Accordingly, the Commission proposes to enact a regulation which will prohibit licensees of FM stations from entering into or renewing any contracts with outside firms or consultants respecting the provision of "prerecorded matter intended primarily for broadcast" where such matter is in a gramophone format or in a rolling format. The only exceptions to the proposed regulation will be contracts respecting news services, pre-recorded commercials or promotions, and certain brief prerecorded production items, such as musical themes, sound effects, and station IDs.

A cette égard, les nouvelles catégories de teneur intégrées aux projets de modification des réglementations MA et MF, constitueront un guide précis quant à la nature de la programmation radiophonique et permettront au Conseil aussi bien qu'à l'industrie, d'évaluer les projets décrits dans les promesses de réalisation, de même que le rendement actuel des stations dans le cadre de leur marché respectif.

De plus, le Conseil a décidé, conformément à son projet de politique du 19 avril 1973, de considérer la promesse de réalisation de chaque titulaire de licence comme partie intégrante de la demande qu'il a soumise aussi bien que de la licence qui lui est accordée. Pour l'immédiat, ces modifications ne s'appliquent qu'aux titulaires de licence MF, mais elles ont été établies en tenant compte également des licences MA, car il est dans l'intention du Conseil d'appliquer ultérieurement une politique similaire pour la radio MA.

Dès sa création, le Conseil a été d'avis que les radiodiffuseurs devraient davantage rendre compte au public et au CRTC, de l'emploi qu'ils font des ondes publiques, que ce soit au moment du renouvellement de leur licence, ou à chaque fois qu'ils envisagent de modifier substantiellement la nature de leur service. Cette nécessité de rendre des comptes sur l'utilisation d'un bien public constitue le principe fondamental sur lequel le Conseil basera le renouvellement de la licence MF d'un radiodiffuseur privé.

Nouveau formulaire de demande MF. Pour atteindre ses objectifs, le Conseil publie, en annexe au présent document, le projet d'un nouveau formulaire de demande de licence MF. La version finale de ce formulaire a l'intention des requérants d'une licence MF ne sera disponible qu'après l'audience publique consacrée à la politique MF, de façon à donner au Conseil le temps d'y apporter d'éventuels changements, compte tenu des commentaires recueillis. Par la suite, cette version finale régira les demande présentées au Conseil pour de nouvelles licences MF ou pour leur renouvellement.

Comme dans le passé, le formulaire de demande exige, en première partie, des informations détaillées sur des questions telles que la propriété, le financement, l'administration, le personnel, les installations, les contours de service, les frais de capitaux, les états financiers projetés et les données économiques pertinentes. Notons que la plupart de ces questions sont familières aux radiodiffuseurs ayant déjà présenté une demande de licence MF.

En revanche, la deuxième partie du formulaire de demande est nouvelle. Intitulée "Promesse de réalisation", elle détaille les engagements du requérant quant à la nature du service de radiodiffusion qu'il se propose d'offrir à la collectivité. La "promesse de réalisation" est divisée en dix sections, chacune reflétant une facette différente de l'ensemble du service de radiodiffusion. Ces sections sont les suivantes:

5. Restriction On Commercial Interruptions in FM Newscasts

As discussed in Part III of this document, the Commission wishes to see a variety of approaches to news and information develop on FM, differing from station to station consistent with the other elements of each station's Promise of Performance. FM news programs must not become mere duplicates of those available on the AM service. In this regard, as noted earlier, the Commission proposes to prohibit all simulcasting by joint FM licensees and this will preclude the simulcasting of news programs as well as other broadcast matter.

As another step towards the differentiation of FM from AM, however, the Commission also proposes to apply to FM news programs the same rule as to commercial interruption as is presently applicable to television broadcasting. A proposed new regulation, similar to that in section 7A of the Television Broadcasting Regulations, will prohibit FM stations from broadcasting "any newscast the first ten minutes of which is interrupted by any commercial message". To preclude news "teasers", news headlines and summaries are deemed to be part of the newscast, as is the case with regard to television.

6. Reduction of Maximum Commercial Time on FM Radio

A further measure the Commission proposes to adopt for the purpose of differentiating FM from AM service relates to the maximum commercial time permitted on FM stations. Since 1964, FM stations have been allowed up to 10 minutes of commercial messages per hour. The limit for AM stations is 1500 minutes per week, 6 a.m. to 12 midnight, which works out to an average of almost 12 minutes per hour.

The Commission proposes to amend section 7 of the FM Regulations concerning maximum permissible commercial content. Joint FM licensees will be limited to 40 minutes of commercial messages during each of the three six-hour periods between 6 a.m. and 12 noon, 12 noon and 6 p.m., and 6 p.m. and midnight. This limit will be 50 minutes, however, for independent FM stations.

The Commission will also retain a limit on the total time permitted for commercial messages in each hour. For joint FM stations, the limit will be 8 minutes, while for independently owned FM stations, the limit will be 10 minutes. These regulations are designed to permit broadcasters the flexibility of generating maximum revenues in certain time periods while carrying programs in other periods with considerably reduced commercial content.

Under the proposed regulation, commercial content will not include promotional announcements for a program or programming element where such announcements do not mention an advertiser or refer to a sponsored contest or promotion on behalf of an advertiser or the licensee.

NOTE: Dans cette partie, le terme "marché" a la même signification que dans la réglementation sur la radiodiffusion MF, à savoir: le territoire géographique autorisé duquel une station tire ses revenus publicitaires.

1. Introduction. Le Conseil, tout en voulant assurer aux Canadiens le service d'une radio MF qui se différencie de celui de la radio MA, est également préoccupé par le rendement de chaque station MF. Les titulaires de licence MF sont donc tenus de déterminer le caractère particulier qui les distinguera les uns des autres.

Dans ce contexte, chaque titulaire actuel de licence MF a l'obligation d'apporter des modifications au niveau de la créativité et de la compétence professionnelle, compte tenu de sa situation particulière. Dans certains cas, ces améliorations ont déjà été entreprises et divers projets ont été mis sur pied ou sont présentement en cours de planification, en vue d'expérimenter de nouveaux concepts et de nouvelles formules de programmation MF. L'Association canadienne des radiodiffuseurs, dans le but de favoriser le dialogue de ses membres quant à l'avenir de la radio MF, a déjà tenu un séminaire sur la programmation, où l'assistance fut très nombreuse.

Le Conseil doit se préoccuper des moyens par lesquels il réalisera ses objectifs. Que ce soit dans le grand public ou dans les milieux artistiques - écrivains, artistes, musiciens - de nombreuses voix ont souligné la nécessité d'une réglementation stricte et détaillée si l'on veut apporter des améliorations ou des innovations réelles à la radiodiffusion canadienne.

Le Conseil a pris en considération ces diverses opinions, les comparant à celles de radiodiffuseurs du secteur privé, lesquels estiment qu'un renouveau créateur aura d'autant plus de chance d'éclorre que seront limitées les réglementations générales, qui ne font que nuire à cette expérimentation et à cette diversité que le Conseil veut justement encourager. Le Conseil a donc tenté de trouver une solution pratique à ce dilemme.

Ainsi, tout en proposant une réglementation précise s'appliquant de façon générale à toutes les stations MF en vue de leur assigner un rôle différent de celui de la radio MA, le Conseil n'a pas pour autant l'intention de mettre en vigueur des règlements d'application générale qui ne tiennent pas compte de la différenciation qui doit exister entre les titulaires de licences MF eux-mêmes. Le Conseil compte s'appuyer plutôt sur le processus d'octroi de licence ainsi que sur la promesse de réalisation des requérants. En adoptant cette position, le Conseil a l'intention de permettre et d'encourager une grande variété de projets de programmation de la part des radiodiffuseurs MF, projets qui, tout en différenciant selon les marchés et selon les stations, devraient présenter un niveau élevé de créativité et d'innovation.

7. Measures Relating to the Technical Reception of FM Stations

The Commission has considered a number of issues relating to the technical quality of FM reception, and the capability of radio receivers to receive FM.

Stereophonic Broadcasting. Although the Commission does not intend to enact a regulation to this effect, it will expect that all new or renewal applications for FM licences will make provision for broadcasting the FM signal in a stereophonic mode. This requirement will not, of course, preclude the broadcasting of monaural material.

Quadrophonic Broadcasting. In view of the present state of development of quadrophonic sound broadcasting equipment and, in particular, the lack of technical standardization which could result in unnecessary expenses to listeners and broadcasters for equipment which would have to be replaced at some later date, the Commission does not intend, for the immediate future, to encourage broadcasting in this mode. It will keep informed of developments, and will welcome comments and suggestions from all interested persons.

AM-FM Set Capability. In its proposal of April 19, 1973, the Commission raised the question as to whether a requirement ensuring the availability of low cost radio receivers having both an AM and an FM capability would be desirable in the public interest. On the basis of the already high and increasing penetration of AM/FM receivers in Canadian homes and the general availability of low cost AM/FM receivers, the Commission has concluded that a recommendation that there be such a requirement is not warranted.

Radiodiffusion stéréophonique. Bien que le Conseil n'ait pas l'intention de mettre en vigueur une réglementation à cet effet, il s'attend à ce que toutes les nouvelles demandes ou renouvellements de demande de licence MF prévoient la diffusion du signal MF en stéréophonie. Cette exigence n'empêchera certes pas la diffusion mono-phonique.

Radiodiffusion quadraphonique. Compte tenu de l'évolution présente dans le domaine de l'équipement de radiodiffusion quadraphonique et, en particulier, du manque de standardisation technique susceptible d'entraîner, au niveau des auditeurs et des radiodiffuseurs, des dépenses inutiles pour un équipement éphémère, le Conseil n'a pas l'intention d'encourager pour le moment ce genre de diffusion. Il se tiendra au courant des progrès effectués et recevra avec intérêt toutes les suggestions et commentaires des personnes intéressées.

Récepteurs MA-MF. Dans son projet de politique du 29 avril 1973, le Conseil a souligné la nécessité éventuelle, dans l'intérêt public, d'une exigence visant à assurer que des récepteurs radiophoniques MA/MF soient disponibles à des prix raisonnables. Etant donné la pénétration déjà élevée et sans cesse croissante des récepteurs MA/MF dans les foyers canadiens et la disponibilité sur le marché de récepteurs MA/MF à bas prix, le Conseil a conclu qu'une recommandation en vue d'une telle exigence n'était plus justifiée.

PART III THE PROMISE OF PERFORMANCE

NOTE: As used in this part, the term "market" has the same meaning as in the FM Broadcasting Regulations, that is, the geographical service area from which a station receives advertising revenue.

1. Introduction. While the Commission intends to ensure that FM radio provides a service which is distinct from AM radio in Canada, it is equally concerned with the performance of individual FM stations: FM licensees must establish individual roles which distinguish themselves from each other.

In this context, each present FM licensee has an obligation to initiate creative and professional changes appropriate to its particular circumstances. In some cases, this process has already started, and a number of experiments are presently underway or are being planned, which will test new concepts and forms of FM programming. The Canadian Association of Broadcasters, in promoting dialogue on the future of FM among its members, has held a well attended programming seminar.

The Commission must be concerned with the means to achieve its goals. Many members of the general public, including representatives of the creative community - writers, performers, musicians - have emphasized the need for firm, detailed regulations if any significant improvements or additions are to be accomplished in Canadian radio broadcasting.

The Commission has considered these opinions against strong indications from the private broadcasting sector that creative renewal can best be effected with a minimum of generally applicable regulations which would inhibit the very experimentation and diversity the Commission seeks to encourage. The Commission has attempted to find a practical solution for this dilemma.

While, therefore, precise regulations of general application to all FM stations are proposed in connection with defining a role for FM which differs from AM, the Commission does not intend to enact regulations of general application with regard to the principle of differentiation among individual FM licensees. Instead the Commission will rely upon the licensing process and the Promise of Performance.

It is the intention of the Commission, in adopting this solution, to permit and encourage a wide variety of programming proposals from FM broadcasters which will differ from market to market and from station to station and demonstrate a high level of creativity and innovation.

promesses de réalisation de chaque station. Il ne faut pas que les émissions de nouvelles au MF deviennent simplement les doubles de celles que l'on retrouve au service MA. A cet égard, et tel qu'on l'a dit plus tôt, le Conseil se propose d'interdire toute diffusion simultanée par les titulaires de licence MF et MA en propriété commune. Cette mesure empêchera la diffusion simultanée d'émissions de nouvelles comme des autres types d'émissions.

Toutefois, en vue de différencier encore davantage la MF de la MA, le Conseil se propose également d'appliquer aux émissions de nouvelles de la radio MF le même règlement relatif aux interruptions commerciales que celui qui s'applique actuellement à la télévision. La nouvelle réglementation projetée, semblable à celle de la section 7A de la réglementation sur la télévision, interdira aux stations MF de diffuser "tout bulletin de nouvelles" qui est interrompu par un message commercial durant les dix premières minutes". Afin d'éviter le "sensationalisme" des nouvelles, les manchettes et les résumés feront partie du bulletin de nouvelles, comme c'est le cas à la télévision.

6. La diminution du temps maximum alloué aux réclames commerciales

En vue de différencier les services MA et MF, le Conseil se propose d'adopter un autre règlement relatif au temps maximum alloué aux réclames commerciales sur les ondes MF. Depuis 1964, les stations MF sont autorisées à diffuser 10 minutes de messages commerciaux par heure. La limite pour les stations MA est de 1,500 minutes par semaine, de 06.00 à 24.00 heures, soit une moyenne de presque 12 minutes par heure.

Le Conseil se propose de modifier l'article 7 de la réglementation MF relative au maximum autorisé de contenu commercial. Les stations MF à propriété commune seront limitées à 40 minutes d'annonces commerciales durant chacune des trois "périodes de six heures" entre 06.00 et 12.00 heures, entre 12.00 et 18.00 heures et entre 18.00 et 24.00 heures. Cette limite sera toutefois de 50 minutes pour les stations MF indépendantes.

Le Conseil fixera également une limite au temps total alloué aux messages commerciaux durant chaque heure. Pour ce qui est des stations MF à propriété commune, la limite sera de 8 minutes alors que pour les stations MF indépendantes, la limite sera de 10 minutes. Ces règlements ont pour but de laisser une certaine souplesse aux radiodiffuseurs en vue de retirer des revenus maximums pendant certaines périodes et de diffuser, en d'autre temps, des émissions dont le contenu commercial est considérablement réduit.

En vertu de la réglementation projetée, la teneur commerciale n'empêchera donc pas l'autopublicité faite pour une émission ou un élément de programmation lorsque cette autopublicité ne mentionne pas de commanditaires ou n'a pas trait à un concours commandité au nom d'un commanditaire ou du titulaire de licence.

7. Les mesures relatives à la réception technique

Le Conseil a étudié un certain nombre de questions relatives à la qualité technique des ondes MF et la qualité de réception des appareils MF.

In this connection, the comprehensive new set of content categories to be incorporated into the proposed amendments to the AM and FM Regulations will furnish an accurate guide to the nature of radio programming in order to enable both the Commission and the industry to evaluate the proposals made in promises of performance as well as the actual performance of stations within their respective markets.

In addition, the Commission has decided, in line with the Policy Proposal of April 19, 1973, to integrate the Promise of Performance made by each licensee more closely into the application for licence as well as the licence itself. Although the requisite changes are only proposed to be applied at this time to FM licensees, they have also been framed with AM licensing in mind, and it is the intention of the Commission to implement similar policies with regard to AM radio in due course.

Since its inception, the Commission has been concerned that broadcasters be held more accountable to the public and to the Commission for their stewardship of the public airwaves, both at the time of licence renewal, and whenever substantial changes are proposed to be made in the nature of their service. The Commission will, therefore, stress accountability as the central principle by which a renewal of private FM radio broadcasting will be accomplished.

New FM Application Form. To accomplish this end, the Commission is issuing with this document a proposed new application form for use by applicants for FM licences. Following comments at a public hearing, the Commission intends to issue the application form as a final document to govern applications regarding new or renewed FM licences made to the Commission thereafter.

As in the past, the application form will call, in Part I, for complete details on such matters as the ownership, financing, management, staff, physical facilities, service contours, capital costs, projected financial statements, and related economic data. Most of these matters have been dealt with in similar detail in the past, and so will be familiar to FM licensees who have made previous applications to the Commission.

There will, however, be a new Part II of the application form, which will be entitled the Promise of Performance. In this part of the application form, applicants will be required to make detailed commitments regarding the nature of the broadcasting service they propose to offer to the community. The Promise of Performance will be broken up into ten sections, each of which deals with a different facet of the total broadcast service, as follows:

4. Les émissions souscrites de la programmation MF

Le genre de programmation que le Conseil entend encourager sur les ondes MF exige plus de préparation et de recherche, une grande quantité de ressources et beaucoup de temps. En vue de mieux utiliser ces ressources, les stations réaliseront qu'il est peut-être dans leur intérêt d'échanger des émissions ou de conclure des accords de souscription. Pour sa part, le Conseil prévoit un accroissement important de ces accords.

L'Association canadienne des radiodiffuseurs fournit un service pour l'échange gratuit d'émissions, et l'on espère que la nouvelle politique MF encouragera l'expansion de ce service de même que le développement d'autres formules d'échange. Le Conseil souhaite également que la politique entraîne la création, par des Canadiens compétents, d'émissions radiophoniques spécialisées pouvant être offertes aux stations MF à travers le pays.

Le Conseil encourage les réseaux régionaux à établir des mécanismes d'échange et d'alimentation d'émissions et il facilitera leur établissement en vue de renforcer les liens au niveau de l'information et du divertissement à l'échelle régionale et nationale. Il coopérera avec les radiodiffuseurs, les artistes, les syndicats de musiciens et les organisations de protection des droits d'exécution et les aidera à effectuer les arrangements pratiques nécessaires à la mise en réseau et aux échanges au profit de toutes les stations MF.

Il ne faut pas, toutefois, employer ces accords de souscription ou de mise en réseau simplement dans le but de distribuer aux stations MF une "programmation circonstanciée" ou une programmation qui suive les formules MA conventionnelles. Un certain nombre de stations MA et MF ont conclu des contrats avec des entreprises ou des conseillers extérieurs pour l'achat et l'emploi de musique pré-enregistrée de "formule-phonographe" ou l'emploi de services semi-automatisés de disque-jockeys. De tels accords ne sont pas conformes aux objectifs de la politique du Conseil et ne seront pas autorisés au MF.

En conséquence, le Conseil se propose de mettre en vigueur un règlement interdisant aux titulaires de licence de stations MF de conclure ou de renouveler des contrats avec des entreprises ou des conseillers extérieurs pour l'obtention de "matériel pré-enregistré en vue de diffusion" lorsque ce matériel tombe dans la "formule-phonographe" ou la "formule-continuité". Les seules exceptions à ce règlement projeté seront les messages commerciaux pré-enregistrés, et certains éléments de production pré-enregistrés de courte durée, notamment les indicateurs musicaux, les effets sonores, et les identifications de la station.

5. Les restrictions relatives aux interruptions commerciales durant les émissions de nouvelles

Tel que mentionné à la partie III du présent document, le Conseil souhaite que des approches différentes face aux nouvelles et à l'information soient envisagées à la radio MF, que ces approches soient différentes d'une station à l'autre et qu'elles correspondent aux autres éléments des

PROMISE OF PERFORMANCE

Section A	Language of Broadcast Programming
Section B	Network or Other Affiliation
Section C	Duration of Programming in Each Content Category
Section D	General Policy and Plans - Spoken Word
Section E	General Policy and Plans - Music
Section F	General Policy and Plans - Promotion and Advertising
Section G	Canadian Content
Section H	Automation
Section I	Format of Programming
Section J	Scheduling of Programming

Under each section, applicants will be required to set out commitments relating to their broadcasting plans. Some of the sections call for general statements of intent, which purposely allow for considerable flexibility of approach. Other sections require applicants to make specific commitments relating to the number of hours per week to be devoted to programming of different kinds. In a later section of this policy statement the Commission provides more detailed guidance on how each section of the Promise of Performance is to be completed.

Conditions of Licence Relating to the Promise of Performance.

In order to integrate the Promise of Performance more fully into every licence the Commission proposes to annex four conditions to each FM licence in the following terms:

1. that the licensee make all reasonable efforts in good faith to substantially fulfil, subject to the special conditions set out in paragraph 4 hereof, each section of the Promise of Performance attached hereto and made a part of this licence.
2. that the licensee notify the Commission immediately where, during any broadcast week, due to circumstances beyond its control, the programming broadcast by it constitutes a substantial variation from any section of the said Promise of Performance.
3. that the licensee obtain the prior approval of the Commission before broadcasting, for a period longer than four broadcast weeks, any programming which constitutes a substantial variation from any section of the said Promise of Performance.
4. that the following special conditions be observed:

(here the Commission will insert special conditions based on oral commitments made by the licensee at the public hearing or on factors that in the Commission's view require that the written commitments set out in the Promise of Performance should be modified).

Le Conseil rappelle que les titulaires de licence MF qui sont également titulaires de licence MA pour un même territoire ne seront plus autorisés à contrôler deux fréquences publiques - lesquelles se font rares - à moins de faire des efforts considérables pour séparer clairement leur programmation MF de la programmation générale du MA, et ainsi contrôler aux autres services radiophoniques de la communauté. Le Conseil ne tolérera plus cette tendance répandue à considérer les ondes MF comme secondaires par rapport à la priorité rentable accordée à l'exploitation d'une station MA; le Conseil n'acceptera pas d'avantage la tendance à assurer une grande partie de la programmation MF quotidienne par l'emploi d'équipements automatique, la location de services de musique ou de présentations de disques, autant de procédés qui transforment la radio MF en une sorte de juke-box. En conséquence, l'utilisation de fréquences MF en vue de doter la communauté d'un service radiophonique original doit-elle être élaborée et développée.

Le Conseil se rend néanmoins compte que la propriété communale permet de réaliser des économies, et il autorisera une telle formule dans la mesure où son application respectera les objectifs de la présente politique. En ce sens, le Conseil se propose de modifier certains détails des règlements MF actuels.

Interdiction de la diffusion simultanée. Depuis 1964, au moment où les règlements MF sont entrés en vigueur au Canada, la diffusion simultanée sur les ondes MA et MF est autorisée à condition qu'un minimum de six heures de programmation originale soient diffusées chaque jour. Conformément à son projet de politique publié le 19 avril 1973, le Conseil a maintenant décidé d'interdire complètement toute diffusion simultanée et les règlements MF seront modifiés en conséquence. Cette réglementation ne s'appliquera pas aux stations MF à faible puissance, situées dans les petites communautés, et qui sont autorisées à titre de réémetteurs "de remplacement" pour les stations MA des grands centres voisins.

Différenciation des classes de licence MF pour les stations indépendantes et les stations MF à propriété communale. Pour atteindre ses objectifs dans le cas des stations MA et MF à propriété communale dans une même localité, le Conseil a décidé de créer une classe distincte de licences MF, intitulée "licence de MF combinée", de façon à inclure toutes les stations MF dont le titulaire de licence est également autorisé à exploiter une station MA dans la même localité. Une licence en vue d'exploiter seulement une station MF dans la localité sera connue sous le nom de "licence MF indépendante". Les règlements du Conseil relatifs à la formule "premier plan" et à la teneur commerciale sont plus exigeants vis-à-vis des détenteurs de "licences de MF combinées" que des détenteurs de "licences MF indépendante".

Différenciation des lettres d'appel. Dans le but de souligner la distinction que le Conseil désire voir s'établir entre les services MA et MF, le Conseil autorisera l'utilisation de différentes lettres d'appel pour les stations MA et MF d'un même titulaire de licence. Toutefois, toutes ces lettres d'appel MF devront présenter le suffixe "-MF". De plus, le Conseil a l'intention d'exiger que la station MF annonce au moins une fois au cours de chaque jour de diffusion, une identification relative à la propriété de la station qui indiquera clairement au public que les stations MA et MF dans le même marché appartiennent au même titulaire de licence.

Upon the granting of an FM licence, the Commission will physically attach a copy of the Promise of Performance to the licence. In the right-hand column on each page of the Promise of Performance, a space has been left in which the Commission may insert a reference to the special conditions set out in paragraph 4 where these modify the written commitments. Hence the licence, with the Promise attached to it, will constitute a complete statement of the individual FM station's commitment to radio service in the community.

The Commission does not intend by these new proposals to inhibit the flexibility of FM licensees. Certain sections of the Promise of Performance, particularly sections C, I and J, require the applicant to break down its proposed programming schedule for a typical broadcast week into detailed categories. These breakdowns are not intended to freeze the scheduling format of the FM station in every particular. Instead, the Commission will expect the licensee to fulfil substantially the programming objectives set forth, taking the schedule as a whole. Each section of the Promise of Performance will similarly be read as a whole in interpreting the requirement for substantial compliance. Thus some variation in programming schedules and formats will be permitted without requiring notification to the Commission or prior consent.

Where licensees are unclear as to what kinds of programming changes are substantial enough to require either notification or prior approval of the Commission, they may obtain rulings from the Commission. In making such rulings, the Commission will have in mind its desire to encourage experimentation and variety on FM. On the other hand, where the licensee intends to broadcast programming which constitutes a substantial variation from any section of the Promise of Performance over an extended period of time, the Commission will require that its approval be first obtained. In such cases, the licensee will be required to submit a revised Promise of Performance setting out the proposed new commitments, and the Commission will treat it as it would an application for amendment of a licence.

Publicizing the Promise of Performance. It is the Commission's view that each licence issued by it, with the Promise of Performance and the conditions attached to it, should be readily accessible to the staff and management of the station as well as to members of the public who may wish to examine it, and that this should be so publicized. For this reason, the Commission proposes to enact a regulation requiring every FM licensee to announce at least once a week, in a peak listening hour, an announcement in the following form:

Radio station, CXYZ-FM, owned and operated by XYZ
Broadcasting Limited, is licensed by the Canadian Radio-
Television Commission to operate an FM broadcasting station

PRESENTATIONS SUR SCENE - diffusion, par la station, d'événements culturels ou de divertissements:

- concerts (symphoniques, folkloriques, western, rock)
- pièce de théâtre conçue ou adaptée pour la radio
- festival, exposition ou célébration communautaires

MAGAZINE - émissions où divers types de sujets sont présentés suivant un objectif d'ensemble ou en vue de refléter des goûts personnels ou des opinions:

- présentation d'événements récents, critiques ou éditoriaux
- information circonstanciée sur des questions d'intérêt pour le consommateur; reportages comparatifs, enquêtes et résultats concernant les plaintes des consommateurs
- intégration, grâce au commentaire personnel de l'animateur, des enregistrements de la parole ou de la musique de divers artistes ou genres

EMISSIONS STRUCTUREES - préparation, organisation et présentation soignées d'éléments selon une structure complexe, ayant une cohérence intrinsèque et comprenant l'illustration d'un concept original ou l'interprétation étudiée d'un sujet connu:

- le traitement de problèmes communautaires spécifiques dans les domaines tels l'habitation, la croissance industrielle, l'emploi ou la protection de l'environnement
- un portrait ou un "documentaire personnel" d'un groupe artistique ou d'un artiste, avec biographie et sélection de pièces musicales
- folklore des indigènes, des ethnies ou de la localité par le biais de compte-rendus, de chansons et de récits historiques

3. Mesures relatives aux stations MA et MF en propriété commune

Bien qu'au Canada un petit nombre de stations MF soit indépendantes, la grande majorité sont propriété de titulaires des licences MA dans la même localité. En accordant des licences, le Conseil n'a permis à aucune personne ou organisation de posséder plus d'une station MA ou MF dans un même marché, sauf lorsqu'il s'agissait d'assurer un service à une minorité linguistique. Cependant, le Conseil a autorisé et autorisera encore les titulaires de licence de stations MA à posséder des licences MF dans la même communauté, aussi longtemps que ces titulaires de licence élaboreront une programmation MF distincte, conformément à la présente politique.

on frequency 101.3 Megahertz in Anytown, Canada. Radio frequencies are public property in Canada, and at the time XYZ Broadcasting Limited applied for a licence to operate on this frequency, it filed a comprehensive Promise of Performance with the Commission. In this document, the station made specific commitments as to its operations and programming. The licence issued by the Commission requires CXYZ-FM to honour these commitments and to comply with the FM Broadcasting Regulations. A copy of the licence issued to CXYZ-FM with the Promise of Performance and the conditions attached to it is available for inspection by any member of the public. These copies may be inspected at the offices of the Commission in Ottawa, or at the offices of this station at 1013 Main Street, Anytown, during normal business hours.

The regulation will also require that the licence, with the Promise of Performance and conditions attached to it, be made available by each licensee accordingly at its offices.

Provision of Program Logs and Tapes. At present, section 4 of the AM and FM Regulations requires radio stations in Canada to maintain program logs, under which "all programs are to be classified into one of the subclasses as set forth in Schedule A". The section also requires AM stations (but not FM stations) to have an exact copy (air check) of all material broadcast by that station available for a period of four weeks.

As indicated earlier, the Commission proposes to replace Schedule A with a comprehensive new set of content categories. These categories are incorporated into the proposed amendments to the AM and FM regulations which the Commission has issued together with this document. On the date the draft amendments come into effect, both AM and FM stations will be required to use the new content categories in completing their program logs.

In evolving the new content categories, the Commission has sought to create categories that are sophisticated enough to be useful in evaluating performance but also simple enough to be used in preparing program logs or in completing the Promise of Performance. In the program logs, licensees will be required only to classify their programs, advertisements and announcements by one or more of eleven basic categories, as follows:

0	News	5	Spoken Word - Other
1	Community Services	6	Music - General
2	Backgrounding	7	Music - Traditional/Special Interest
3A	Hobbies	8	Production
3B	Sports	9	Advertising and Station Contests
4	Human Interest		

cent. Ce règlement ne s'appliquera pas aux stations MF qui constituent le premier service local de radio ("première MF locale") de leur communauté, stations pour lesquelles une classe distincte de licence sera créée.

Le Conseil s'attend également à ce que chaque station diffuse les émissions de la formule premier plan à des heures raisonnables pendant la journée et au cours de la semaine et il en tiendra compte en examinant les promesses de réalisation de la station. Grâce à l'emploi de reprise, des auditeurs peuvent avoir plus d'une occasion d'écouter des émissions de qualité et d'intérêt exceptionnels. Les stations MF peuvent développer et encourager la fidélité des auditeurs grâce à une autopublicité active, ainsi qu'à la publication d'horaires détaillés. Il est évident qu'une programmation diversifiée et originale sera inutile si des efforts spéciaux ne sont pas faits pour en informer l'auditoire.

Exemples de "formules-premier plan". Le règlement relatif à la "formule-premier plan" n'exige pas que les stations MF consacrent des périodes précises à un sujet ou un thème en particulier. Il exige que le sujet ou le thème choisi par le radiodiffuseur soit traité plus longuement, avec plus de soin et une préparation plus approfondie que ce qu'on retrouve généralement dans les formules MA actuelles. La liste suivante propose à titre d'exemple cinq types d'émissions qui pourraient tomber dans la "formule-premier plan" en vertu de la réglementation.

EMISSIONS THÉMATIQUES - un matériel donné est choisi et organisé en vue d'être diffusé, accompagné d'une quantité importante de commentaires et d'explications:

- sélection particulière des enregistrements d'un groupe, d'un artiste ou d'un compositeur.
- enregistré musicalement consacré aux diverses formes d'un genre musical particulier (religieux, jazz, classique)
- dossier dans un domaine précis (affaires, travail, médecine, science, agriculture) à l'aide des nouvelles des services de dépêches
- entrevues de longue durée bien documentées

REPORTAGES D'EVENEMENTS - transmission prolongée, en direct ou en différé, d'événements locaux:

- réunions du conseil municipal
- séminaire ou symposium
- débat public sur un sujet controversé tel qu'un projet de zonage ou une réorganisation du gouvernement municipal
- événements sportifs locaux décrits et commentés

This breakdown is intended to provide the Commission with a basic indication of the nature of the licensee's programming and a readily available check as to whether the licensee has complied with the maximum limits set for commercial messages (content category 9).

For the purposes of the Promise of Performance, however, the above eleven categories are not detailed enough to be useful in evaluating the nature of the service proposed. The reason for this is that music, which usually occupies between fifty and eighty per cent of station time, is only broken down into two categories. Accordingly, in filling out the Promise of Performance, applicants will be required to classify their music proposals into the following eleven subcategories which have been designated in accordance with accepted industry practice:

CATEGORY 6: MUSIC-GENERAL		CATEGORY 7: MUSIC-TRADITIONAL/ SPECIAL INTEREST	
61	General Popular	71	Classic
65	Rock and Rock-Oriented	72	Opera
66	Country and Country-Oriented	73	Operetta Musical
67	Folk-Oriented	77	Folk
68	Jazz-Oriented	78	Jazz
		79	Non-Classic Religious

In its analysis of station programming, the Commission will rely on the program logs only to a limited extent. The basic tool for the evaluation of station performance will be the tapes of the actual programming broadcast by each station. Where the Commission wishes to review a station's service in light of its Promise of Performance it will obtain tapes of the programming for such purpose. The Commission will also carry out its own monitoring of stations.

FM stations are not now required to keep a tape or air check of their broadcast programming. The Commission proposes to amend the FM Regulations to require FM stations to keep such tapes available for at least four weeks from the time of broadcast, as is presently required for AM stations. In proposing this regulation, the Commission also wishes to draw the attention of both AM and FM stations to the technical inadequacy of many of the present taping systems used by radio stations. The Commission will take a strict view of the obligation of broadcasters to maintain technically adequate tapes for review by the Commission and members of the public.

On compte que ces nouvelles catégories de teneur, plus détaillées et plus élaborées que celles utilisées en ce moment, vont entraîner la diffusion d'une plus grande proportion de programmation de haute qualité à la radio MA comme à la radio MF et contribuer à l'établissement d'un style tout à fait distinct de la programmation MF.

Le Conseil utilisera ces catégories en faisant l'étude des demandes MF pour déterminer jusqu'à quel point les engagements à l'égard de la teneur des émissions, énoncés dans la promesse de réalisation, contribueront vraiment à diversifier la programmation destinée au territoire que l'on propose de desservir.

Ces règlements sont destinés à assurer la réalisation de l'objectif que toutes les stations MF consacrent une forte proportion de temps à des émissions de la formule "premier plan" ou d'une nature qui implique la participation de l'auditoire, et offrent une programmation dont la teneur soit nettement différente de celle qui est offerte à la radio MA.

Classement des formules d'émissions. Pour les fins de sa réglementation de formule "premier plan", le Conseil a défini quatre genres de formules d'émissions: la "formule-phonographe", la "formule-continuité", la "formule-premier plan" et la "formule-mosaïque".

Chaque formule peut se décrire comme suit:

FORMULE-PHONOGRAPHE. Cette formule consiste à faire présenter par un annonceur des oeuvres musicales, sans discussion sur la nature ou sur la qualité de la musique. En d'autres termes, la musique est présentée uniquement avec ce que dit l'étiquette - par exemple, le titre de la pièce musicale et le nom de l'auteur ou de l'artiste.

FORMULE-CONTINUITE. Cette formule est la même que la formule phonographe, sauf qu'elle est ponctuée par la présentation de matériel dit de "contrôle", comme l'identification de la station, l'heure exacte et la météo, que l'on répète à intervalles réguliers.

FORMULE-PREMIER PLAN. Cette formule se reconnaît par la présentation d'un thème, d'un sujet ou d'une personnalité spécifiques, durant une période d'au moins quinze minutes, sans qu'elle soit interrompue par la présentation d'un autre sujet à l'exception des annonces d'émissions ou de matériel publicitaire. Par définition cette formule exclut toute programmation de formules "phonographe" ou "continuité".

FORMULE-MOSAÏQUE. Cette appellation désigne tout autre genre de formule de présentation de matériel d'émissions.

En vertu de la réglementation projetée, les stations MF devront consacrer un certain pourcentage de leur temps d'antenne, entre 07.00 et 24.00 heures, au cours de chaque semaine de diffusion, à des présentations de formule "premier plan". Dans le cas des stations MF à propriété commune avec les stations MA dans une même localité ("Licences MF combinées") cette exigence sera de 25 (vingt-cinq) pour cent, et dans le cas des stations "MF indépendantes", de 16 (seize) pour

2. Completing the Promise of Performance

NOTE: In reading this section, reference should be made to Part II of the draft FM Application Form entitled the Promise of Performance

In order to assist applicants in completing Part II of the new application form, the Commission has addressed itself below to each section of the Promise of Performance. The discussion also includes comments on the nature of the commitments which the Commission will expect from applicants under each heading.

Section A. Language of Broadcast Programming. In this section, the applicant will be required to specify the main language of broadcast programming. Where more than one language is intended to be broadcast, the duration of the programming in each language during each broadcast week is to be specified in a schedule.

This section will be particularly important for applicants for "multilingual" FM stations. The Commission will deal with applications for broadcasting in languages other than English, French or Canada's native languages on a case-by-case basis.

Section B. Network or Other Affiliation. This section deals with the affiliation of the FM station to the Canadian Broadcasting Corporation or with a private network. It also includes a promise relating to the maximum number of hours to be simulcast with a jointly-owned AM station.

As noted in Part II of this document, simulcasting will be generally prohibited between AM and FM stations in the same market by regulation. Since there may be special circumstances where limited amounts of simulcasting might be desirable, however, a licensee may be permitted by a condition of its licence to do a certain amount of simulcasting. Under this section, the maximum number of hours per week desired to be simulcast should be specified.

Section C. Duration of Programming in Each Content Category. In this section, the applicant is required to attach a schedule setting out the duration in hours and minutes of its proposed programming, broken down into the eighteen categories and subcategories mentioned in the section. For the convenience of applicants, definitions of all the content categories and subcategories as well as the formats of programming will be set out on the reverse side of the Promise of Performance.

Section D. General Policy and Plans - Spoken Word. In this section, the applicant is required first of all to set out in a schedule its plans and policies respecting each of the following content categories:

- | | |
|-----------------------------------|-----------------------|
| 0 News | 3B Sports |
| 1 Community Services | 4 Human Interest |
| 2 Backgrounding | 5 Spoken Word - Other |
| 3A Hobbies, Games, Crafts, Skills | |

2. Le caractère spécifique de la programmation MF - Une programmation de "premier plan" - Les catégories de teneur

Formule d'émissions - Contenu d'émissions. La programmation offerte par les stations MF peut se distinguer nettement de la programmation MA par l'élaboration de différentes méthodes en ce qui concerne l'horaire, le rythme et l'organisation de la programmation et par un choix de contenu qui ne se retrouve pas aux stations MA. Les auditeurs devraient pouvoir écouter à la radio MF, à des heures variées, régulières et bien annoncées, des émissions dont la forme et les objectifs sont valables. Comme l'a fait remarquer la direction de CFMI-FM, dans son mémoire au Conseil lors de l'audience publique de 1973 sur la Politique MF:

"Nous reconnaissons que des émissions structurées d'un intérêt particulier peuvent être avantageusement portées à l'horaire quotidien, mais il faut le faire avec soin. Nous espérons que les stations MF auront le souci de bien définir un auditoire cible, pour ensuite leur offrir des services divers bien adaptés, tout en tenant compte que leur programmation doit constituer, si possible, un nouveau choix dans le marché."

Les soi-disant "formules continues" de la radio MA se fondent sur la notion que les auditeurs sont "pressés" et ne sont "disponibles" que pour des périodes brèves et irrégulières. Le Conseil estime que les stations MA actuelles répondent aux besoins de ces auditeurs et, sauf dans le cas des stations MF qui constituent le premier et le seul service dans une localité, le Conseil désapprouvera l'utilisation des "formules continues" à la radio MF.

La programmation de "premier plan", c'est-à-dire le type de programmation qui requiert une plus grande attention de la part de son auditoire, répond aux besoins des auditeurs qui travaillent à des heures en dehors de la normale ou qui restent à la maison, aux étudiants, aux personnes retraitées ou en congé, ou à ceux qui désirent une période d'écoute plus intense. On peut décrire une émission de ce genre comme une période importante réservée à la présentation d'un matériel homogène dans sa teneur et sa forme. Les centres d'intérêt, les types de contenu et l'orientation doivent être nettement identifiables.

Afin de s'assurer qu'il y aura une quantité importante d'émissions de ce genre à la radio MF, le Conseil a décidé de rescinder l'exigence que les stations MF consacrent 20% de leur programmation à des éléments de la catégorie "arts, lettres et sciences" et d'exiger plutôt que les stations MF du Canada consacrent une certaine portion de leur temps d'antenne à la présentation de matériel dans la formule "premier plan".

D'autre part, comme il est mentionné dans le Projet de politique du 19 avril 1973, le Conseil a l'intention de remplacer les catégories actuelles de teneur par une nouvelle liste complète de catégories de teneur en matière de programmation, applicables à la radio MA comme à la radio MF. Ces catégories sont incorporées au projet de modifications des Règlements relatifs à la radiodiffusion MA et MF, publié en même temps que ce document, ou elles sont étudiées plus à fond et où il est question de la promesse de réalisation.

The Commission will expect the applicant to deal with each of these categories in turn, setting out details of the programming planned, and the human and technical resources intended to be used for each.

News and information programming (categories 0 and 2) is considered by the Commission to be of particular importance, and close attention will be paid to proposals in this area. AM stations are a more than adequate source of frequent headlines and compact capsule reporting of news events. There is no justification for FM stations simply providing more of the same. Instead, the Commission will expect FM licensees to develop a broader and deeper treatment of news and information.

This might involve establishing a news policy which, for example, provides for a continuing examination in depth of how people are affected by external factors and events, or which provides for explanation of information in a manner designed to assist listeners to understand and cope with the complex situations affecting their lives.

There are many sources of informed opinion on matters of public concern which are never used in AM formats. Many areas of life and human endeavour in the arts, business, labour, science, and medicine deserve serious consideration. These topics generate little of the "news" that makes up regular wire service copy but are of great interest and importance to society. These sources should be drawn on for FM news programming.

The Commission will, therefore, expect applicants to propose innovative and challenging commitments in the areas of news and information programming. However, it will not necessarily require the provision of news other than for basic informational purposes on those FM stations which undertake to program virtually entirely in specialized subject areas, such as classical music.

A separate promise in this section relates to the applicant's proposed use of open-line programming. Its plans and policies in this regard are required to be set out in a schedule.

While FM broadcasters can make use of telephone link-ups to ensure accessible platforms for public debate on topical issues, the use of AM open-line techniques of programming will not be acceptable to the Commission on FM unless an applicant proposes a format which is consistent with the concern for FM programming quality expressed in this document. For instance, in contrast to the random use of audience input in most open-line formats, the phone-in device can be used as an effective method of local listener contribution within a more structured program format. Audience opinion or requests for information can be used to stimulate in-depth investigative reporting.

An equally important area dealt with under this section of the Promise of Performance is the question of community involvement. Here, applicants will be required to specify the hours during each week they will devote to locally produced programming including the time they will make available for programming provided by community groups.

Une tempête de neige dans une région métropolitaine peut causer des ennuis de circulation, mais ce peut être une question de vie ou de mort pour le voyageur dans les Prairies. Un choix de musique radiodiffusée que l'on peut écouter à Toronto s'ajoutera à une diversité de services, mais pour les populations de localités éloignées, c'est peut-être la seule source disponible.

L'évolution historique de la radiodiffusion MF au Canada en fait l'ins-trument par excellence pour commencer à fournir une programmation radiophoni-que plus vaste et plus variée au sein du secteur privé:

- La bande MF s'est largement développée pour servir de complètement aux stations MA établies, créant ainsi la possi-bilité d'une espèce d'interfinancement des nouveaux services;
- depuis l'ouverture de la bande MF vers les années 1930, on a toujours cru que la MF fournirait un autre service radio-phonique de meilleure qualité;
- Les fréquences MF sont virtuellement les dernières que nous possédions, étant donné la congestion croissante et les interférences qui se manifestent au spectre MA, particulière-ment le soir;
- La radio MF est supérieure au niveau de la transmission du son et elle peut en même temps couvrir des territoires beaucoup plus vastes avec beaucoup moins de puissance que la radio MA;
- la radio MF est idéale dans les grandes villes pour les titulaires de licence de stations importantes qui veulent exploiter le potentiel de cette fréquence afin de diversifier leur programmation et pour les radiodiffuseurs qui veulent couvrir de façon économique des territoires plus restreints.

Le Conseil désire voir s'accroître rapidement le nombre des stations

MF accessibles aux Canadiens, tant indépendantes qu'à propriété conjointe, afin d'offrir une plus grande variété dans le choix des émissions. Mais

ceci ne peut se produire que si les radiodiffuseurs établissent de nouvelles formules de programmation à la radio MF, et réduisent considérablement

la dépendance quasi totale actuelle de la MF sur un répertoire restreint de musique enregistrée, souvent difficile à différencier de celui de la radio

MA.

Le Conseil rappelle le risque sérieux de voir les Canadiens continuer

d'augmenter le nombre des stations et des canaux disponibles en radiodiffusion sans prévoir une augmentation au niveau de la production et de la création,

ce qui est essentiel si l'on veut que ces stations et ces canaux soient utilisés par des Canadiens pour des Canadiens. Si l'on augmente les moyens

de distribution sans augmenter sensiblement en même temps la production canadienne originale, le système canadien deviendra simplement le système

d'acheminement raffiné d'une production étrangère homogène, facile à obtenir. L'expansion de la radio MF au Canada doit être accompagnée de l'expansion

des ressources imaginatives, créatrices et productrices du Canada.

A community is the entire complex constituency covered by a broadcast transmitter. It is more than a statistic for rating purposes. A community provides an almost limitless resource for program material that can be developed into various participatory formats.

For example:

- . The community is the source of a variety of events which can be broadcast in their entirety, allowing the listening audience to participate in them more fully. These include meetings, seminars, discussions and public forums, as well as entertainment and cultural activities with community participation.
- . Radio stations can make use of the telephone on a phone-out basis to provide members of the community with the opportunity to express opinions on local issues and concerns. This can take the form of comments within a thematic program structure. An example would be an explanation, including telephone interviews, of a local land rezoning issue.
- . The community has a heritage, a collective memory and an oral history in the reminiscences of its audience. Broadcasters, by utilizing this material, can strengthen the contemporary sense of community.

The Commission expects FM licensees to help counteract the present media neglect of local needs that has developed through the use of excessively centralized pools of information and entertainment. FM broadcasters have a responsibility to detect and fill gaps in information and entertainment, and discover and encourage the potential for expression within the community. Responsive and innovative programming formats can contribute to meeting the first responsibility, and a commitment to local talent and resources, the second.

In their efforts to develop community resources of talent, creativity and expression, FM broadcasters should give consideration to the emphasis placed by "community" stations on participation in program production through the provision of resource people for training in equipment, research, operation, and in technical and programming skills. Such operations include studio equipment that is technically accessible, portable and flexible, providing for easy use outside the studio.

The necessary staff for these purposes should be chosen from the locality and trained. In addition, support and exposure of local talent should be provided. Programs may also be purchased from local production groups or houses. Program and idea sources can be further diversified by encouraging local freelance personnel, with suitable provision for training and the use of portable equipment and editing facilities.

There are a number of well known devices frequently used by stations to promote a local identification. These include jingles, the promotion and announcement of local activities, on-the-spot broadcast inserts and traffic and weather reports. The Commission expects FM applicants to go well beyond such limited devices in providing specific services to meet community needs and tastes.

1. Introduction

L'avènement de la télévision a entraîné pour la radio canadienne, à l'exception de Radio-Canada, une réduction considérable de la programmation de "premier plan", c'est-à-dire la programmation qui demande une attention spéciale de la part de l'auditoire. On a alors présumé que la grande majorité de l'auditoire de la radio avait la bougeolette et que le public n'écoutait la radio que de façon sporadique ou s'en servait seulement pour enjoliver son paysage sonore.

Le Conseil estime que cette présomption a empêché la radio d'élaborer des types et des formules de programmation adaptés aux besoins d'autres genres d'auditeurs. Il n'est pas convaincu que tous les auditeurs soient constamment empêchés de consacrer de plus longues périodes à écouter des émissions radiophoniques plus intéressantes. L'abandon de la programmation de "premier plan" a donné le pas à une programmation radiophonique plutôt imitative qu'innovatrice.

Et pourtant qui oserait prétendre que des menus radiophoniques apprêtés d'une mixture de disques, de bavarages et de nouvelles en conserve sauraient satisfaire l'éventail des intérêts, la variété des modes de vie et des cultures des Canadiens des diverses localités et régions.

En conséquence, le principal objectif du Conseil par rapport à la programmation radiophonique vise à rendre celle-ci plus variée dans sa forme et son contenu et mieux en mesure de répondre à une plus grande diversité des besoins, des modes de vie et des intérêts collectifs de l'auditoire, en un mot qu'elle devienne ce qu'un commentateur a appelé des "îlots dans l'océan des enregistrements musicaux".

Dans son Projet de politique relative à la radio MF d'avril 1973, le Conseil déclarait qu'à une radio vraiment adaptée aux goûts et aux besoins immédiats du public, devrait s'ajouter une radio capable d'élargir activement le champ de ses connaissances, d'exciter son intérêt et son évaluation de nouvelles formes de divertissement

Le projet fait également mention d'un genre de radio qui tenterait de prévoir nos goûts, d'approfondir nos intérêts, de stimuler notre imagination et de développer la connaissance et l'appréciation de notre patrimoine linguistique et musical. Pour atteindre cet objectif, on devra réorienter et élargir les formules d'émissions radiophoniques et les types de contenu.

L'héritage culturel du Canada provient des apports singuliers et stimulants de la vie de nos différentes localités. Port-~~aux~~-Basques n'est pas Victoria, car l'une est conditionnée par l'océan Atlantique et l'autre par le Pacifique. A Moose Jaw ou à Prince Albert, la radio doit répondre du dur climat de l'hiver d'une façon bien différente que la radio de Thunder Bay, Québec, Moncton ou Montréal.

Section E. General Policy and Plans - Music. In this section, the applicant will be required to set out in a schedule its plans and policies respecting each of the following content subcategories:

6: MUSIC GENERAL		7: MUSIC-TRADITIONAL/ SPECIAL INTEREST	
61	General Popular	71	Classic
65	Rock and Rock-Oriented	72	Opera
66	Country and Country-Oriented	73	Operetta Musical
67	Folk-Oriented	77	Folk
68	Jazz-Oriented	78	Jazz
		79	Non-Classic Religious

In describing its plans for music in these subcategories, the applicant should include specific reference to such matters as:

- . the approximate ratio of vocal to instrumental selections
- . the average number of distinct musical selections, excluding repeats, which are to be broadcast weekly (the playlist)
- . the maximum times any selection will be repeated during the course of a typical week
- . the proposed size of its record library.

The applicant should also set out the degree to which it intends to program:

- . hits, cover-versions of hits and non-hits
- . musical selections from current, recent or past repertoires
- . new musical material for which popularity has not yet been established.

In describing its plans for music in category 7, the applicant should indicate the extent to which the programming will reflect the full range of artistic expression (such as, for example, eras, schools, styles, forms) in each of the subcategories, and the proposed size of its record library.

The introduction of the requirement for "foreground format" programming will not preclude, of course, the use of recorded music in FM schedules. At least in the transition period, when new kinds of content are being devised, recorded music will be a basic element, and where FM listening habits are developed on this basis, they should not suddenly be disrupted. Nevertheless, the Commission is determined that recorded music on FM not be presented in an unplanned or random manner or with deliberate unobtrusiveness.

La présente publication traite ensuite d'autres aspects de la radio MF, dont la distribution d'émissions de Radio-Canada à des stations MF privées, la rectification de déséquilibres dans le service offert à des centres comme Montréal, Vancouver et Toronto, les stations MF "communautaires" et les cas où l'on se propose d'offrir sur les ondes MF le premier service radiophonique local.

Cette publication se termine enfin par l'exposé des étapes que le Conseil entend suivre pour la mise en application de sa politique MF. A cet égard, il faut souligner notamment l'attention du Conseil de tenir une audience publique, à Ottawa, à partir du 11 mars 1975 dans le but d'étudier les propositions de changement aux règlements de radiodiffusion MA et MF, ainsi que le formulaire de demande MF.

While the presentation of music on FM will be considerably influenced by the regulation requiring a minimum quota of material in a "foreground format", the remainder of the programming in the broadcast day is equally important in evaluating the overall performance of the station. Stations will be discouraged from programming substantial periods of time in a gramophone or rolling format. In particular, the Commission notes that virtually all the music programmed on AM stations falls into subcategories 61, 65, 66 and 67. The Commission does not intend to permit there to be such an absence of diversity on FM and will use the licensing process to evaluate the contribution of applicants to the diversity of service available to the community in this area of programming.

The Commission is also concerned with the manner of presentation of music on FM. The relationship between "on-air" personnel and a discriminating audience for recorded music is essentially based on skill and knowledge. Skill and knowledge are not only necessary requirements for those who present classical music, they are also required for the presentation of all forms of music.

Finally the Commission considers that FM stations should present live as well as recorded music. It will accordingly seek commitments from applicants to set aside a specified budget, in keeping with their individual revenues, for station-produced music so that live concerts may be scheduled with reasonable frequency.

Section F. General Policy and Plans - Promotion and Advertising.
In this section of the application, applicants will be required to set forth in a schedule their "commercial policy". This should consist of a statement which outlines the licensee's overall policy for commercial acceptance and commercial interruptions.

As mentioned in the Commission's proposal of April 19, 1973, the Commission does not intend to impose rigid limits on the number of commercial interruptions permitted during the hours of FM service. The Commission expects, however, that a new approach to commercial production, time sales and placement will be developed on FM, reducing annoyance and improving the commercial usefulness of the band. Commercials should have a new, positive role on FM. Fewer, less objectionable commercials, directed more specifically to distinct audience segments, can provide necessary revenue levels.

In its brief to the Commission presented at the 1973 public hearing on FM policy, the Association of Canadian Advertisers stated:

Our committee fully endorses, in principle, the objective of developing on the FM band, "a diversity of programming aimed to attract audiences on a selective basis". The new pattern

8. interdire la signature ou le renouvellement de contrats entre des stations MF et des compagnies indépendantes ou des experts-conseils pour l'obtention de certain matériel pré-enregistré;
 9. interdire aux stations MF d'interrompre les dix premières minutes de tout bulletin de nouvelles par des messages commerciaux ou des annonces de service public; et
 10. établir des limites maxima pour la diffusion des messages commerciaux durant toute période d'une heure et durant trois "périodes de six heures" au cours d'une journée de diffusion, avec une limite plus libérale pour les titulaires de "licence MF indépendantes" que pour les "licences MF combinées".
- Dans la troisième partie de la présente publication, le Conseil a exposé un certain nombre de mesures en vue d'exiger que les titulaires de licence MF remplissent des rôles spécifiques les distinguant les uns des autres. Le Conseil propose ici d'instaurer une procédure révisée pour l'attribution des licences MF ou pour leur renouvellement. Le Conseil se propose notamment de:

1. exiger que tous les requérants demandant une licence MF ou son renouvellement, remplissent le nouveau formulaire de demande MF préparé par le Conseil, formulaire comportant une deuxième partie intitulée "Promesse de réalisation", qui détermine les engagements qu'ils devront rencontrer en matière de programmation dans une dizaine de domaines spécifiques, comme l'information, la participation de la communauté, l'utilisation de la musique et de la publicité, le contenu canadien, l'automatisation, de même que la formule et la durée de la programmation;
2. attacher la promesse de réalisation à toute nouvelle licence et exiger que le titulaire, en vertu des conditions attachées à sa licence, prenne, dans la mesure où cet effort peut être raisonnablement exigé de lui, toutes les dispositions requises pour concrétiser chaque engagement de la promesse de réalisation, et obtienne l'autorisation préalable du Conseil pour radiodiffuser durant une période dépassant quatre semaines toute programmation qui constituerait un changement important de l'un ou l'autre des engagements de la promesse de réalisation;

3. exiger que les titulaires de licence diffusent au moins une fois la semaine, au cours d'une période de grande écoute, un message annonçant que la licence de la station, de même que la promesse de réalisation et les conditions annexes sont à la disposition du public pour fins de consultation; et
4. exiger que les stations MF, comme c'est déjà le cas pour les stations MA, conservent sur bande magnétique pour une période minimum de quatre semaines, toute la programmation radiodiffusée par la station.

of signals which emerges could at once segregate and serve diverse population interests and hopefully apprehend useful target market segments for advertisers . . . There would also be an opportunity for advertisers to "tailor" their commercials precisely to these target audiences.

The Commission agrees with this approach. FM can and should provide a less cluttered, more valuable environment for messages. If distinctive sales approaches are adopted, which are consistent with the objectives of programmers, and whose intent is adequately conveyed to advertisers, the development of new sources of revenue is possible. The Commission seeks to encourage a re-examination of the relationship between programming and advertising functions so as to improve the value of advertising on FM.

A second part of this section requires the applicant to set forth in a schedule its policies regarding advertising to children. In this connection, applicants should consult CRTC Circular No. 193, published by the Commission on December 7, 1973.

Section G. Canadian Content. In this section, applicants will be expected to set out in a schedule their specific commitments for the encouragement of Canadian composing and performing talent as well as the use of Canadian recorded music. The nature and extent of these commitments will vary according to the programming mix, the locality, and the resources available to each station.

Applicants will also be required to specify the percentage of musical compositions qualified as Canadian under the AM Radio Regulations which they will broadcast in each day. In this regard, the Commission will consider that, except in unusual circumstances, stations programming selections from Category 6, Music - General, should achieve at least thirty per cent Canadian content and stations programming selections from Category 7, Music - Traditional/Special Interest, should achieve at least seven percent Canadian content.

The Commission will also encourage the use of Canadian syndicated programs or the networking of programs on a co-operative basis. While no Canadian quota on this material is proposed, the use of foreign syndicated programs will be allowed only on the basis of demonstrated need. Accordingly, applicants will be asked to set out the nature of the foreign syndicated programs they intend to use, the reasons for such use, and the applicant's policies towards the increased use of Canadian material.

Section H. Automation. Applicants who wish to use automated equipment must demonstrate that the same professional attention is being given to the presentation and identification of programming elements as is the case with "live" broadcasts.

In this section, the applicant will be required to set out in a schedule its plans and policies with respect to the use of automated programming systems.

5. Résumé des mesures adoptées par le Conseil

Dans la seconde partie de ce document, le Conseil indique un certain nombre de mesures relatives à la définition du rôle de la radio MF et à sa différenciation d'avec celui de la radio MA. A ce titre, le Conseil suggère de :

1. remplacer l'exigence que les stations MF consacrent 20% de leur programmation à des éléments de la catégorie "Arts, lettres et sciences" par l'exigence qu'une portion de la programmation soit d'une formule de "premier plan" propre à susciter l'attention de l'auditoire;

2. remplacer les catégories actuelles de contenu de programme par de nouvelles catégories de teneur, valables également pour la radio MA et MF, et utiliser ces catégories pour déterminer comment et dans quelle mesure le contenu des émissions énumérées dans les déclarations des requérants en matière de programmation (promesse de réalisation) constituent une contribution particulière à l'équilibre, à la diversité et à la portée des émissions disponibles dans une localité. Cette mesure sera d'une importance particulière dans des régions comme Montréal par exemple, où en raison de circonstances historiques, un déséquilibre s'est produit;

3. refuser de permettre aux titulaires d'une licence MF qui détiennent également une licence MA pour le même territoire, à moins l'utilisation permanente de deux fréquences publiques, à moins que ces titulaires ne s'emploient activement à offrir un service MF qui, d'une part, se différencie totalement de la programmation habituelle MA et qui, d'autre part, constitue une addition originale aux autres services radiophoniques disponibles dans le territoire;

4. créer des classes séparées de licence pour les titulaires qui possèdent à la fois une licence MF et une licence MA pour le même territoire ("licence MF combinée"), et pour les titulaires d'une licence MF ne possédant pas de licence MA pour le même territoire ("licence MF indépendante"); et imposer aux titulaires de "licence MF combinée" des exigences plus strictes qu'aux titulaires de licence MF indépendante relativement aux émissions de "premier plan" et aux messages commerciaux;
5. interdire la programmation simultanée entre stations MF et MA, sauf dans les cas spéciaux où les conditions de la licence le permettent;
6. exiger que les titulaires de licences MF combinées mentionnent chaque jour sur les ondes leur lien avec la station locale MA associée;

7. encourager la souscription du matériel MF dans une "formule-premier plan";

In particular, the Commission wishes the applicant to state the periods when the station will use such systems and the source of the pre-recorded programming. Applicants will also be required to state the total amount of time during which they will utilize such systems.

Section I. Format of Programming. In this section, applicants will be required to set out the percentage of time to be devoted to each of the four program formats, gramophone, rolling, mosaic and foreground, in the periods from 6 a.m. to 12 midnight during each broadcast week.

In completing this section, applicants will, of course, be required to meet the minimum requirements for foreground format set out in section 12 of the FM Regulations, that is, 16% in the case of independent FM licences, and 25% in the case of joint FM licences.

Applicants are also reminded that the Commission will discourage any applications proposing a heavy reliance on AM-style formats, particularly rolling format.

Section J. Scheduling of Programming. The schedule called for in this commitment is intended to give the Commission an indication of the manner in which the programming described in earlier parts of the Promise of Performance is to be distributed over the broadcast week. With this in mind, the schedule should include, as an illustration, the specific times during which programming in each of the basic content categories will be broadcast throughout the sample week. The schedule should also indicate the times, if any, during which the station will simulcast or carry network programming. Where the applicant intends to broadcast in more than one language, an indication should be given as to when programs in each language would be broadcast. Finally, applicants are required to identify on the program schedule all matter to be broadcast in a foreground format, as defined in the Regulations.

3. Other Important Issues Relating to FM Radio

Over the years, imbalances in radio service have developed in certain areas of Canada. Also, specialized roles have evolved and new ones are likely to emerge. Private FM stations will be expected to take account of these matters in preparing their own Promise of Performance.

Carrying CBC Programs on Private FM Stations. Canadians continue to expect that their support of the CBC through public funds will assure them a programming service which is national in scope and purpose and of a standard that would be difficult for strictly commercial broadcasters to attain. This special role of the CBC is historically established and forms a fundamental guarantee of variety and depth in the Canadian radio broadcasting system.

However, many localities in Canada still do not receive a full CBC radio service, either AM or FM. Also, there are continuing problems in assuring an adequate, balanced service of CBC radio programming through

réémettrice d'une émission qui provient . . . d'allieurs."

Dr. Pierre Camu
Président de la ACR
Symposium sur l'avenir
de la radio MF

L'excellence provient d'un effort sérieux pour présenter ce qu'il y a de mieux dans tous les domaines - que ce soit la meilleure musique populaire ou classique, la meilleure oeuvre littéraire, ou le meilleur commentaire critique. Le Conseil est d'avis que le public tout autant que l'expert peuvent facilement distinguer l'excellence de la banalité et que l'indifférence à l'égard de l'existence de telles normes est le plus mauvais service à rendre à la société.

Un service de haute qualité existe lorsque tous les artisans, à tous les niveaux, que ce soit de la direction, de l'administration, de la technique ou de l'animation, sont soucieux d'une radio professionnelle, et deviennent des artistes dans leur métier. Ainsi les normes professionnelles de la radio se mesurent à l'apport, facilement identifiable d'allieurs, de chacun selon la qualité de l'exercice de son savoir. Les stations de radio qui s'imposent de telles normes se distinguent du fait qu'elles connaissent leurs auditoires et diffusent des émissions d'information et de divertissement non seulement adaptées aux besoins et aux goûts de ces auditoires, mais également aptes à les développer. De telles normes sont indispensables et doivent constituer les éléments importants et distinctifs du système de la radiodiffusion canadienne.

Dans ce contexte, on ne peut permettre que la programmation de la radio demeure captive d'univers restreints. La musique enregistrée constitue en moyenne 75% de la programmation de la radio, et pourtant seule une fraction des enregistrements disponibles est radiodiffusée. Lorsqu'on pense à la variété du matériel disponible dans les librairies, les magasins de disques, les étalages de revues, les pages de loisirs et de divertissement des journaux, il faut bien reconnaître que la radio est un véhicule pauvre d'expression. La radio doit développer sa production avec des éléments nouveaux et permettre au public de découvrir et d'apprécier un choix plus diversifié de pièces musicales et de textes parlés.

La diversité est un facteur critique pour déterminer la richesse de la culture d'une société. Dans le domaine de la radio, l'importance d'une discothèque et les diverses façons dont on utilise les enregistrements selon un certain nombre de formules, sont deux aspects les plus importants de la fonction culturelle de ce médium. Le Conseil est convaincu que de telles caractéristiques peuvent être évaluées d'une façon rationnelle et exploitées de façon progressive et systématique.

La radio, selon l'un des objectifs de la loi sur la radiodiffusion, en tant qu'élément du système de la radiodiffusion canadienne, doit offrir une programmation diversifiée, de grande qualité et favoriser l'utilisation des ressources canadiennes dans tous les domaines, notamment dans celui de la création. Les divers groupes de la société canadienne ont droit d'avoir sur les ondes un choix représentatif de différents genres d'émissions adaptés à leurs besoins et à leurs préoccupations. La radio doit servir le public lorsqu'il veut se divertir tout comme lorsqu'il désire être informé et éclairé.



E R R A T U M

CORRECTION TO FRENCH AND ENGLISH VERSION OF CRTC POLICY STATEMENT

"FM RADIO IN CANADA, A POLICY TO ENSURE A VARIED AND COMPREHENSIVE
RADIO SERVICE", DATED JANUARY 20, 1975.

Page 33, paragraph "1."

"Where CBC AM service is available only through a private AM affiliate, additional CBC AM network programming could be provided on a private FM station, particularly one commonly owned with an AM station."

E R R A T U M

CORRECTION AUX VERSIONS FRANCAISE ET ANGLAISE DE L'ENONCE DE

POLITIQUE DU CRTC "LA RADIO MF AU CANADA, ENONCE DE POLITIQUE

POUR UN SERVICE RADIOPHONIQUE DIVERSIFIE", EN DATE DU 20 JANVIER
1975.

Page 33, paragraphe "1."

"Lorsque le service MA de Radio-Canada n'est accessible que par l'intermédiaire d'une station MA affiliée privée, la diffusion de programmation supplémentaire du réseau MA de Radio-Canada pourrait être assurée par une station MF privée, particulièrement si les deux stations MA et MF sont de propriété commune."

private AM affiliates. There appear to be two possible immediate solutions to the problem of providing more Canadians with a broader selection of CBC radio service:

1. Where CBC AM service is available only through a private AM affiliate, CBC AM network programming could be provided on a private FM station, particularly one commonly owned with an AM station.
2. Where there is a CBC owned and operated AM station providing full CBC service, but there are no immediate plans for a CBC FM station, private FM stations could carry a proportion of CBC FM network programming.

Correcting Imbalances in Radio Service in Centres such as Montreal, Vancouver and Toronto. The Commission is committed to correcting other historic imbalances in radio service. In larger metropolitan centres, such as Toronto and Vancouver, where the number of radio signals is considerable, certain imitative patterns have grown up which have tended to reduce the diversity of programming choice instead of increasing it. In other areas such as Calgary, for example, where fewer FM radio stations exist, there has been an inadequate diversity of choice. Of particular concern is the smaller relative choice of radio stations available to the majority French-speaking population of Montreal as compared to the choice of stations available to the minority English-speaking population. The solution of such basic problems will be an urgent priority of the Commission in discussion with the CBC and with private broadcasters and in its consideration of applications for new and renewed licences.

Community and other Non-Commercial FM Stations. The Commission has, in the past, licensed a number of community, student and educational stations, both for AM and FM radio, as well as television. Some of these stations have been set up to serve isolated communities, while others are located in urban centres. These stations have attempted to make their operations accessible and responsive to the community. Although differing from private commercial stations in terms of objectives, ownership, management, and financial resources, they provide examples of innovation in the areas of program formats and audience feedback.

Although the Commission will deal with existing community and student stations and with new applications for such stations on a case by case basis, it will be apparent that the Commission's objectives for FM are consistent with the basic orientation and objectives of these stations. They should, therefore, strive to exceed the minimum programming expectations of this policy.

The Commission considers community and student radio to be experimental. Accordingly, it will consider a limited number of additional experiments in regions where there are no such licensees at present.

First Local Radio Service on FM. Because of the congestion of the AM spectrum in many areas of Canada, and because increasing FM set penetration will make the FM band available to more and more potential listeners, the Commission anticipates that it may receive FM applications which, if approved,

Presque partout dans le monde, la radio est fortement centralisée tant au niveau administratif qu'exécutif. Il en va de même pour la télévision. Dans un pays de la grandeur du Canada, un système de radio décentralisé comporte de réels avantages, puisqu'il fournit par exemple un service régional à de nombreuses collectivités qui n'ont même pas de journal local. Mais, comme en toutes choses, il y a un prix à payer; dans le cas de la radio du secteur privé au Canada, une certaine standardisation de la programmation est un point faible.

Il faut à tout prix préserver les avantages de ce caractère distinctif du système de la radiodiffusion canadienne et s'employer également à en corriger les imperfections. Ainsi l'expansion indispensable des installations au Canada doit être assortie à une insistance judiciaire en vue d'obtenir progressivement une programmation de plus grande qualité et plus diversifiée.

Le Conseil se doit de reconnaître la contribution réelle de la radio du secteur privé au Canada, d'évaluer les critiques qu'on en a faites et de s'assurer que la radio privée contribue de façon marquée à la réalisation des objectifs de la loi sur la radiodiffusion.

Comme l'a souligné en 1973 l'Association canadienne des radiodiffuseurs dans sa présentation à l'audience publique sur la radio MF:

"Le développement de la bande MF ne doit pas se traduire par une simple multiplication de services. Nous croyons qu'il faut en arriver à une nouvelle conception de la production et du service".

"La radio MF devrait être . . . universelle dans son attrait, et je veux dire par là, à la portée de tous, avec un très vaste choix d'émissions".

Une radio de qualité supérieure. A l'instar de tous les radiodiffuseurs, ceux de la radio sont appelés par la loi sur la radiodiffusion à respecter des normes élevées. C'est pourquoi le Conseil désire que les objectifs fixés pour la radio soient autre chose que des vœux pieux; la comme ailleurs, l'excellence s'impose.

Il existe peu d'espoir d'atteindre l'excellence dans le domaine de la radio si, par exemple, une station ne fait que retransmettre un matériel qui provient d'ailleurs et qui n'intéresse pas ou peu son auditoire. Seuls des artisans créateurs peuvent vraiment animer une station et lui donner identité et authenticité. La musique d'ambiance commerciale dans un centre d'achat peut être ou ne pas être reposante et utile, mais elle peut diffuser sur la radiodiffusion.

"J'évoque ici la notion de changement technologique qui a affecté l'exploitation de la radio. Tout peut être pré-enregistré, même les voix, les interviews et ainsi de suite. Qu'importe si, de minute en minute, heure après heure, la programmation est bonne, agréable et variée. Ce qui manque c'est la vie, l'âme, le contact vocal direct. L'origine de l'émission fait toute la différence. De là, le principal grief que la station MF n'est pas le point d'origine de l'émission - c'est tout au plus une station

would establish a first radio service in certain localities. Since there are no precedents to guide it, the Commission will not set out precise programming and commercial content guidelines at this time.

In order to assist the development of first local radio service, however, the Commission proposes to create a special class of FM licence, a "first local FM licence", for FM stations which constitute the first local station in a market. Such licensees will not be subject to the regulations respecting maximum commercial content on FM and imposing a minimum required proportion of material in the foreground format. Instead, programming and commercial service considerations will be examined on the basis of the circumstances and proposals in each application.

4. Implementation of the FM Policy

As mentioned in Part I of this document, the development of a policy for FM radio in Canada has been a preoccupation of the Commission since its inception. Throughout the hearings and discussions held in the course of developing this policy, it has been gratified by the co-operative response of the industry, both in terms of presenting creative new ideas and in the commitment of individual broadcasters to implementing a new role for FM radio. Comments taken from the FM seminar held in the Fall of 1973 by the Canadian Association of Broadcasters illustrate this positive attitude:

It is obvious that we are going to have to make some changes in FM in Canada. For many of us that poses quite a problem. It poses a problem of quality, retaining our listenership - it's a problem of cost as well.

There are two possible attitudes to all this change. The first is to do nothing and to see what happens. This is a negative position - an after-the-fact-position, not a creative element. The alternative to change is to adopt a positive leadership role . . . this is difficult because it requires imagination, creativity, exploring the new and the untried.

In the following sections, the Commission outlines in detail the stages and processes by which it will hear new and renewal applications for FM licences, and the means by which it intends to implement its objectives for FM radio in Canada.

Public Hearing Commencing March 11, 1975 to Discuss Regulations.
Together with this document, the Commission has released a draft FM Application Form containing a new Part II entitled the Promise of Performance as discussed earlier in this document. It has also issued draft amendments to the AM and FM Broadcasting Regulations containing the changes in regulations made necessary by this policy including the new program content categories.

Both the amendments to the Regulations and the draft FM Application Form, particularly Part II (the Promise of Performance), will be the subject of a public hearing of the Commission, to be held in Ottawa on March 11, 1975. Following this hearing, the Commission, after making such changes as it considers appropriate in the light of comments and

Dans ces circonstances, le défi auquel fait face la radiodiffusion canadienne est celui de s'assurer que:

1. une nette distinction soit établie entre chacun des quatre types de service, et que:
2. dans la mesure où les fonds publics et les revenus commerciaux le permettent, le plus grand nombre de Canadiens aient accès au choix le plus complet possible de services.

Dans son avis public du 18 octobre 1973, relatif à la politique de radio de la Société Radio-Canada, le Conseil soulignait les mesures prises par la Société afin d'assurer le maintien et l'amélioration, au réseau MA comme au réseau MF, d'un choix complet d'émissions se différenciant totalement de celles du secteur privé.

Alors que les règlements à présent proposés par le Conseil, de même que le nouveau formulaire de demande MF s'appliqueront à Radio-Canada, la majorité des objectifs et des exigences de la présente publication s'appliqueront uniquement à la radio MF du secteur privé. Toutefois, le Conseil s'attend à ce que la programmation de Radio-Canada dépasse la plupart de ces exigences, à cause de la nature du mandat de cet organisme et de l'importance de ses ressources.

Les objectifs du Conseil visent au maintien et au développement des deux services radio de Radio-Canada, conformément à la politique de cette Société, au maintien et au développement de la radio MA du secteur privé et à l'apparition d'un nouveau style de radio MF du secteur privé. Le Conseil sollicite la collaboration de tous les artisans en radiodiffusion en vue d'assurer aux Canadiens des émissions de qualité qui répondent aux objectifs d'une programmation diversifiée, tels qu'énoncés dans la loi sur la radiodiffusion.

4. Préoccupations relatives à la radio

Nombre de groupes et d'individus ont exprimé leur mécontentement à l'égard de la radio privée. Les griefs les plus souvent exprimés lors des audiences publiques du Conseil, dans la correspondance et au cours de discussions sur le sujet, sont les suivants:

- la radio est bruyante et stridente
- la radio manque de fond; elle est triviale et ennuyeuse
- le choix des pièces musicales est limité; la musique est tapageuse
- la radio est commercialisée à l'excès
- la radio est imitative; c'est partout le même son
- les bulletins de nouvelles se répètent; ils sont mécanisés et trop condensés
- les émissions de divertissement sont trop nombreuses
- les personnalités ne se compromettent pas dans leurs émissions.

Il serait injuste de prétendre que toutes ces critiques peuvent normalement s'appliquer à l'ensemble des stations de radio du secteur privé. Il faut reconnaître de plus que la situation actuelle provient, dans une certaine mesure, de la décentralisation, qui est l'une des caractéristiques les plus remarquables du système de la radiodiffusion canadienne.

submissions received from broadcasters and from the public, intends to enact the amendments to the AM and FM Broadcasting Regulations which will be effective as of September 1, 1975. At the same time, the Commission, after taking into account the comments and submissions made to it, will issue the new FM Application Form which will be applicable to all applications thereafter for new or renewed FM licences.

The Commission considers that the basic FM policy has now been adequately discussed. The purpose of the hearing in March, 1975 is not therefore to reopen a consideration of the basic policies which the Commission has adopted. The Commission is concerned instead to discuss the form and content of the proposed regulations and the Promise of Performance section of the application form in relation to the implementation of the objectives of the policy. While the Commission remains open at all times to consider submissions on FM policy in general, it will expect those appearing at the hearing in March to deal with these matters rather than those already dealt with in the Commission's policy proposal of April 18, 1973 and discussed at the Commission's public hearing in October of that year.

In particular, the Commission invites broadcasters and members of the public to comment at the hearing in March, 1975 on the following issues:

1. The deletion of the Arts, Letters and Sciences quota in section 12 of the FM Regulations, and its replacement by a quota to be devoted to broadcast matter presented in a "foreground format" as defined in the said section 12, which quota is proposed to be 16% for independent FM licences and 25% for joint FM licences.
2. The replacement of the present program content categories in the AM and FM Broadcasting Regulations by a new comprehensive set of program content categories.
3. The proposed amendment of the simulcasting provisions in the FM Regulations to prohibit all simulcasting except as specifically provided by any condition of licence.
4. The proposed requirement that the holders of "joint FM licences" broadcast on a daily basis a statement outlining their relationship to the associated local AM station.
5. The proposed addition of a regulation prohibiting the entering into or renewal of contracts with outside firms of consultants respecting the provision of pre-recorded matter in a "gramophone format" or "rolling format", as defined.
6. The proposed addition of section 7A to the FM Regulations, prohibiting the interruption of the first ten minutes of any newscast by commercial messages or public service announcements.
7. The proposed amendment to section 7 of the FM Regulations setting maximum limits for the broadcasting of commercial messages during any clock hour, and during the three six-hour periods during the broadcast day, with a lower limit set for joint FM licences than for independent FM licences.

Les licences et la réglementation de la radio MF dans le secteur privé - position qui s'est dégagée des études et des consultations entreprises au cours des étapes mentionnées plus haut.

3. Le développement de la radiodiffusion canadienne

Au Canada, la radiodiffusion se développe de telle sorte que nous pourrions fort bien, avec l'élaboration et l'application de politiques appropriées, nous trouver dans la position enviable d'avoir un choix de quatre services radiophoniques:

Secteur public-MA Secteur public-MF Secteur privé-MA Secteur privé-MF

Dans le secteur public, la Société Radio-Canada joue un rôle irremplaçable à l'échelle du pays, à titre de responsable du service national de radiodiffusion. Il existe également un petit nombre de services de radiodiffusion offerts par des institutions d'éducation qui ont reçu des licences, suite à l'Arrêté en conseil PC 1972-1569. Dans le secteur privé, en plus des services offerts par un très grand nombre de stations de radio commerciales, des services distincts sont offerts par des stations de radio étudiantes et communautaires.

Sans doute des lacunes dans ces services subsisteront-elles pour un certain temps, mais il n'en reste pas moins que la définition de ces quatre types de services distincts représente le moyen d'élaborer des alternatives et de préciser des objectifs à long terme. Les services du réseau MA de Radio-Canada, anglais et français, atteignent l'ensemble des Canadiens, à l'exception d'un faible pourcentage. Dans bien des cas cependant, les stations privées affiliées au réseau de Radio-Canada n'offrent qu'un nombre d'heures limité du service de ce réseau. La chose se produit dans des localités aussi importantes que London, Kingston, Rimouski ou Sudbury.

En ce qui a trait au rayonnement national, l'expansion du service du réseau MF de Radio-Canada en est à ses débuts.

Dans le cas du service MA du secteur privé, les Canadiens sont également très largement desservis. Cependant, là encore, certaines régions ont un choix d'émissions restreint, sinon inexistant, à cause de la pénurie de stations à services multiples. D'autre part, certains Canadiens ne disposent pas d'un service radiophonique local dans leur langue maternelle. C'est le cas par exemple de la partie nord du Nouveau-Brunswick, où une bonne partie de la population est de langue française. De même les régions éloignées du Grand Nord n'ont pas de service radiophonique local, et n'ont accès à aucune installation radiophonique locale.

Pour ce qui touche le service MF du secteur privé, il est très inégalement développé sur le plan national.

8. With respect to the Promise of Performance, the suitability of the language of the precise commitments required to be made by the applicant under each of its ten sections.
9. With regard to the Promise of Performance, the suitability of the wording of the licence conditions requiring the Promise of Performance to be substantially fulfilled.
10. The proposed addition of a regulation, sections 12(5), (6), and (7), requiring FM stations to broadcast an announcement respecting its licence and the Promise of Performance and conditions of licence attached to it and requiring the licence and such Promise and conditions to be available for inspection at the offices of the station during normal business hours.
11. The amendment of section 4 of the FM Broadcasting Regulations to require FM stations to keep a tape of all matter broadcast for a period of at least four weeks.

Phase One - Interim Licensing Period - Requirement to Revise Programming Plans. Following the public hearing in March, 1975 and the publication of the amendments to the FM Regulations and the new FM Application Form, the Commission proposes to implement the policies set forth in this document in two phases.

Phase One will consist of the three-year period from April 1, 1975 to March 31, 1978. The Commission will issue a Notice of Public Hearing calling for applications for new or renewal licences. It will specify a hearing date for each regional area. It will also indicate the cut-off dates for applications, the FM channels which are open for new applications and a list of stations whose licences expire on March 31, 1976, March 31, 1977 and March 31, 1978.

Licensees whose licences expire in 1978 may apply for permission to amend their programming in accordance with the FM policy and regulations in order to protect their programming during Phase One. All FM licences which expire on or before March 31, 1975 are now being renewed by the Commission until March 31, 1976 in order that all licensees will be in a position to prepare for the Phase One hearings in the same context.

During the Phase One hearings, which are expected to take place during the Fall of 1975, the Commission will consider applications for new FM stations at the same time as applications for amendment and renewal are considered.

The purpose of this procedure is to enable the Commission to consider, at regional hearings, all the proposals for FM service in that region and to assess all such applications in relation to the distinct service each applicant proposes to offer to the market it desires to serve.

Le 28 mai 1968, dans l'un de ses premiers avis publics, le Conseil refuse des demandes pour l'établissement de quatre nouvelles stations MF, en déclarant que "les requérants n'ont pas démontré la satisfaction du Conseil, qu'ils pourraient permettre aux divers publics qu'ils se proposent de desservir de bénéficier d'une programmation nouvelle et différente. Les bandes MF sont du domaine public et le Conseil est fermement déterminé à orienter leur utilisation de façon à ce qu'elles puissent contribuer à varier la programmation en général et à compléter et à enrichir les services déjà offerts par les stations actuelles". Le Conseil déclare également que "dans le but d'assurer un développement rationnel de la radiodiffusion MF, une étude sera incessamment entreprise".

Le Conseil a tenu depuis lors deux audiences publiques et reçu des centaines de mémoires et de lettres. On trouvera ci-après la liste des principales mesures prises par le Conseil à l'égard de la politique MF. Cette énumération contribuera à situer le présent document dans une juste perspective.

Du 10 au 13 juin 1969, le Conseil tient une audience publique à Montréal, et invite le grand public, les radiodiffuseurs et autres personnes concernées, à commenter le rôle de la radiodiffusion MF au Canada. Les principales questions soulevées par le Conseil lors de cette audience comportent: l'expansion de la bande MF du point de vue technique, les nouvelles politiques de licences MF et le contenu de la programmation MF, à la lumière des objectifs du système canadien de radiodiffusion, tels qu'exposés dans la Loi sur la radiodiffusion.

Le 19 avril 1973, le Conseil publie un "Projet de politique relative à la radio MF dans le secteur privé", énonçant les politiques proposées par le Conseil à l'égard des licences et de la réglementation pour la radio MF dans le secteur privé au Canada. Au mois de juin, on ajoute à ce document un projet de nouvelles catégories de contenu, applicables à la programmation de la radio MA et MF.

Du 29 au 31 octobre 1973, le Conseil tient une audience publique à Ottawa afin d'étudier les représentations qui ont été faites au sujet de son "Projet de politique relative à la radio MF dans le secteur privé" et des nouvelles catégories de contenu. Lors de cette audience, des représentants du grand public, des radiodiffuseurs MF et d'autres personnes intéressées ont présenté des mémoires et répondu aux questions du Conseil.

Au cours des trois dernières années, bien que le Conseil n'ait accordé aucune nouvelle licence de station MF commerciale - et ce, à dessein, en attendant que sa politique MF soit formulée - il étudie et approuve un certain nombre de demandes concernant des stations MF communautaires non-commerciales. Ces demandes sont approuvées par le Conseil pour la ville de Kitcheener en 1973 et Vancouver, Montréal et Chicoutimi en 1974. Une demande concernant une station MF étudiante pour la ville de Québec est approuvée en 1972, et une demande similaire pour Winnipeg fait l'objet de l'avis public du Conseil du 19 juillet 1974.

La présente publication, qui est accompagnée d'un projet de modification des Règlements MF et d'un projet de formulaire de demande d'une licence MF, exprime la position du Conseil à l'égard d'une politique de base pour

In considering applications for new stations during the Phase One hearings, the Commission will not, unless it is persuaded that there are special circumstances, approve more than one new FM station for a market.

The Commission also expects the CBC to submit applications during the Phase One hearings in accordance with the Corporation's plans for the provision of the national service. The Corporation may also wish to submit a schedule of the communities it plans to serve including a list of the FM channels it proposes to use and the time within which it proposes to file the appropriate applications therefor.

Since the purpose of the public hearing process is to provide for a public examination of applications in the light of the needs of each community, it follows that maximum public input into the public hearing process is necessary in order to ensure that the Commission is fully informed of the needs of each community.

The Commission does not intend to permit one part of the FM programming service spectrum in a market to be overserved at the expense of other portions which may serve a smaller audience and thereby appear to be less profitable. *If, during Phase One, two or more of the renewal applications, for example, propose the same or similar types of programming in a particular market, the Commission may approve the proposal it considers to be the best but require that the other applicant or applicants revise their programming plans before applying again in Phase Two.*

In any event, all licences granted during Phase One will have the same expiry date, that is, March 31, 1978, so that the promises and the performance of all FM stations in any particular market may again be evaluated at a hearing in Phase Two. During Phase One, the Commission will follow closely the progress of implementation in all areas.

Phase Two - Final Implementation Stage. The final stage in the implementation of this policy will occur in Phase Two, which covers the two-year period from April 1, 1978 to March 31, 1980.

As in Phase One, the Commission will issue a Notice of Public Hearing calling for applications for new or renewal licences and specifying hearing dates for each region. The procedure will be similar to that adopted for Phase One except that the remaining available FM channels will be open for applications to establish new stations. It is anticipated these hearings would commence in the Fall of 1977.

Phase Two is intended to be the final adjustment stage and the Commission does not foresee any circumstances in which it would renew the licence of any station beyond March 31, 1980 where the FM policy and regulations have not been fully implemented by that date. Thereafter, the Commission will resume granting normal terms of licence in accordance with its regular regional scheduling plan.

1. Les objectifs de cette publication

Le présent document expose les objectifs et les exigences du Conseil à l'égard du développement de la radio MF au Canada. Cet exposé s'insère dans le contexte d'une discussion générale relative au secteur "radio" de la radiodiffusion; le Conseil estime à ce sujet que le développement de l'ensemble de ce secteur doit se faire de façon équilibrée, afin de permettre à chaque élément qui le compose de contribuer individuellement à la réalisation des objectifs de la loi sur la radiodiffusion. Dans cette perspective, le Conseil réitère la déclaration faite à cet égard dans son "Projet de politique relative à la radio MF dans le secteur privé", le 19 avril 1973:

"Chaque genre de radiodiffusion possède ses propres caractéristiques et possibilités. Qu'il s'agisse de la télévision publique ou privée, de la radio MA ou MF publique ou privée, ou encore des émissions d'origine locale distribuées par les systèmes de télévision par câble, le problème reste le même: comment chaque genre de radiodiffusion contribue-t-il convenablement et distinctement à la réalisation de l'objectif de la loi sur la radiodiffusion, qui prévoit l'offre d'émissions variées utilisant le plus possible des ressources canadiennes?

Chaque fois que de nouveaux titulaires de licence sont entrés sur le marché de la radiodiffusion, ou lorsque des titulaires de licence déjà établis ont empiété sur le service offert par d'autres titulaires de licence, le Conseil s'en est toujours tenu au principe découlant des objectifs du système canadien de radiodiffusion énoncés dans la loi sur la radiodiffusion et selon lequel les radiodiffuseurs doivent compléter et développer les émissions existantes et éviter la duplication inutile du service.

Le Conseil s'est inspiré de ce principe en accordant des licences à des deuxième et troisième services de télévision au Canada ainsi qu'à des entreprises d'étudiants et en favorisant les émissions au canal local des entreprises de câble. Il s'est servi du même principe pour différer l'approbation des projets de Radio-Canada, radio I et II, fondant cette décision en partie sur une évaluation du risque prévisible que la radio publique n'offre plus qu'une pure imitation du style d'émissions proposé par la radio privée. Le Conseil est d'avis que ce même principe est d'une extrême importance dans l'étude de demandes, afin de s'assurer que la radio MA et la radio MF répondent à des besoins de programmation différents au sein du système canadien de radiodiffusion".

2. Quelques points de repère

Des sa création, le 1er avril 1968, le Conseil se préoccupe de formuler une politique appropriée à la radio MF.

For most of the stations licensed at the beginning of Phase Two, the general programming patterns will have been established during Phase One and only minor revisions will be necessary during Phase Two to complete the implementation of the FM policy, guidelines. In the case of Montreal, Ottawa, Toronto and Vancouver, somewhat greater revisions of programming may be necessary during Phase Two than would be necessary in smaller centres due to the larger number of FM stations and the more complex make-up of the communities. However, even in these centres, the Commission would expect the basic programming plans or patterns to have been established during Phase One.

The Commission recognizes that the complexities of preparing an application will increase in proportion to the number of FM stations serving the same market. However these difficulties will not be accepted by the Commission as a reason for a failure by licensees to file appropriate applications in accordance with this schedule for the implementation of the FM policy.

1e 20 janvier 1975

- Rectification du déséquilibre au sein du service radiophonique dans des centres tels que Montréal, Vancouver et Toronto
- Stations MF "communautaires" et non commerciales
- Premier service radiophonique local au MF
- 4. Mise en application de la politique MF
- Audience publique du 11 mars 1975 consacrée à la discussion de la réglementation proposée
- Première étape - Licence intermédiaire
- - Exigence au sujet de la révision de la promesse de réalisation en matière de programmation
- Deuxième étape - Stade final de la mise en application.

TROISIEME PARTIE PROMESSE DE REALISATION EN MATIERE DE PROGRAMMATION

- 6. La diminution du temps maximum alloué aux réclames commerciales à la radio MF 18
- 7. Les mesures relatives à la réception technique des stations MF 18
 - Radiodiffusion stéréophonique 19
 - Radiodiffusion quadraphonique 19
 - Récepteurs MA - MF 19

1. Introduction 20

- Un nouveau formulaire de demande MF 21
 - Les conditions de licence relatives aux promesses de réalisation du requérant en matière de programmation 22
 - La publication de la promesse de réalisation en matière de programmation 23
 - L'envoi des enregistrements et des registres d'émissions 24
2. La réalisation des projets de programmation 25

- Section A: Langue de diffusion 25
 - Section B: Affiliation à un réseau ou autres affiliations 26
 - Section C: Durée de la programmation dans chaque catégorie de teneur 26
 - Section D: Politique générale et projets - Création orale 26
 - Section E: Politique générale et projets - Musique 29
 - Section F: Politique générale et projets - autopublicité 30
 - Section G: Contenu canadien 31
 - Section H: Automatisation 32
 - Section I: Formules de programmation 32
 - Section J: Horaires 32
3. Autres questions importantes relatives à la radio MF 33

- Diffusion des émissions de la Société Radio-Canada aux stations MF privées 33

Une politique en vue d'assurer un service radiophonique diversifié

Table des matières

PREMIERE PARTIE INTRODUCTION ET RESUME

1	1.	Les objectifs de cette publication
1	2.	Quelques points de repère
3	3.	Le développement de la radiodiffusion canadienne
4	4.	Préoccupations relatives à la radio
5	5.	Une radio de qualité supérieure
7	5.	Résumé des mesures adoptées par le Conseil

DEUXIEME PARTIE UN SERVICE MF DIFFERENT DU SERVICE MA

10	1.	Introduction
12	2.	Le caractère spécifique de la programmation MF - Une programmation de "premier plan" - Les catégories de teneur
12		Formule d'émissions - Contenu d'émissions
13		Classement des formules d'émissions
14		Exemples de "Formule-premier plan"
15	3.	Les mesures relatives à la propriété commune des stations MA et MF
16		Interdiction de la diffusion simultanée
16		Différenciation des classes de licence MF pour les stations à propriété indépendante et les stations à propriété commune
16		Différenciation des lettres d'appel
17	4.	Les émissions souscrites de la programmation MF (syndicated programs).
17	5.	Les restrictions relatives aux interruptions commerciales durant les émissions de nouvelles

LA RADIO MF AU CANADA - ÉNONCÉ DE POLITIQUE POUR UN SERVICE RADIOPHONIQUE DIVERSIFIÉ.

Canadian Radio-Télévision
Commission
Conseil de la Radio-Télévision
Canadienne

